

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Jeudi 23 Février 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°97 ■

Afin d'accélérer les réformes économiques

# La réorganisation de l'Administration s'impose

*Beaucoup de dossiers économiques sont en souffrance. En effet, Il y a un énorme écart entre les objectifs fixés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune et les résultats réalisés jusqu'à présent. Pour l'expert, Mahfoud Kaoubi, l'administration est en déconnexion avec les objectifs tracés par le président de la République.*

P 3



Hydrogène vert  
en Afrique

**La production passera  
à 4 millions de tonnes  
en 2030**

P 9

Satisfaire le marché local  
et aller vers l'export

**Les principaux objectifs  
des agroalimentaires**

Les industriels en agroalimentaires affichent leur détermination pour satisfaire les besoins du marché local et aller conquérir des parts à l'international, notamment en Afrique. En effet, des participants, au salon international de l'Agroalimentaire et de l'emballage «Agropack Expo», déroule depuis lundi au Centre international des conférences (CIC-Alger), ont salué la décision du gouvernement concernant la protection du produit «made in bladi».

P2

Autosuffisance en lait

**L'Algérie a besoin  
de 400 000 têtes  
de vaches laitières**

Une stratégie est en cours d'élaboration par le ministère de l'Agriculture afin de réduire la facture d'importation de la poudre en lait. Selon les chiffres du ministre, Mohamed Abdel Hafidh Henni, l'Algérie a besoin de 400 000 têtes de vaches laitières, pour parvenir à l'autosuffisance de cette filière.

P 5

En dépit du recul de 1% de son chiffre  
d'affaires

**Les bénéfices de  
Salama Assurances  
en hausse**

La compagnie Salama assurances Algérie a dévoilé hier son bilan pour l'année 2022. Un chiffre d'affaires de 4, 284 milliards de DA a été réalisé, en baisse de 1% par rapport à l'année 2021, soit une baisse de 39 252 90 DA, a fait savoir son directeur général, Mohamed Benarbia.

P 4

Rentrée professionnelle  
Plus de 321.000  
nouvelles places  
pédagogiques

P3

PÉTROLE  
**Le prix du baril recule,  
incertitudes pour  
l'économie mondiale**

P3

Sécheresse  
**La France  
en «état d'alerte»**

P11

SATISFAIRE LE MARCHÉ LOCAL ET ALLER VERS L'EXPORT

# Les principaux objectifs des agroalimentaires

Les industriels en agroalimentaires affichent leur détermination pour satisfaire les besoins du marché local et aller conquérir des parts à l'international, notamment en Afrique. En effet, des participants, au salon international de l'Agroalimentaire et de l'emballage «Agropack Expo», déroule depuis lundi au Centre international des conférences (CIC-Alger), ont salué la décision du gouvernement concernant la protection du produit «made in bladi».

## COOPÉRATION

### Rekhroukh reçoit l'ambassadeur de Chine en Algérie

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu mardi à Alger l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, avec lequel il a évoqué les possibilités de coopération bilatérale dans le domaine des travaux publics, de l'hydraulique et des infrastructures de base, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère à la demande de l'ambassadeur de Chine, les deux parties ont passé en revue "l'état des relations de coopération entre les deux pays, qualifiées d'excellentes au regard du partenariat efficace entre l'Algérie et la Chine", précise le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont souligné "la nécessité de poursuivre les efforts pour promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine des travaux publics et de l'hydraulique et réaliser davantage de rapprochement au service des intérêts communs des deux pays", ajoute la même source.

M. Rekhroukh s'est dit "satisfait de la contribution positive des opérateurs économiques chinois au secteur", invitant les investisseurs et les hommes d'affaires chinois à "investir davantage en Algérie, à la faveur des avantages qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement, en vue de concrétiser la démarche de diversification de l'économie nationale", conclut le communiqué.

## TIZI OUZOU

### 859 projets financés par la Badr en 2022

La Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) a financé 859 projets d'investissement pour un montant global de 3,41 millions de dinars en 2022 à Tizi Ouzou, rapportent ce mercredi plusieurs médias. Ces projets ont généré près de 5000 emplois directs. Concernant le secteur agricole, 258 projets en céréaliculture ont été financés, 302 dans l'élevage, 26 projets apicoles, 13 projets avicoles, 43 exploitations agricoles et 1 projet dans l'aquaculture.

#### Synthèse Slimane T

**A**bdelaziz Ouchérif, président directeur général de la Maison Latina, un groupe spécialisé dans la transformation des produits agroalimentaire fait constater avec satisfaction que «la quasi-totalité des produits agroalimentaires consommés par les ménages sont produits en Algérie». Il estime que la décision des pouvoirs publics d'interdire l'importation de toute matière première ou de marchandises produites localement a «motivé les producteurs nationaux à investir davantage pour assurer l'approvisionnement du marché local». «C'est une sorte de protection du produit national contre les importateurs qui inondaient le marché au détriment des vrais investisseurs», a-t-il jugé. Etabli à Chelghoum Laid, son groupe s'est lancé depuis plus de 20 ans dans la transformation et la production d'une large gamme de produits dont le concentré de tomate avec une production de 1.300 tonnes par jour, la confiture à base de différents fruits (abricot, pomme, figue, fraise) avec 150 tonnes/j, les jus de fruits concentrés, en plus de quelques condiments. Outre le renforcement de la sécurité alimentaire, M. Ouchérif estime que la filière de transformation agroalimentaire revêt un grand intérêt économique du fait qu'elle compte sur les produits agricoles frais 100% algériens. «Cette abondance de la récolte nous évite de recourir aux importations des matières premières», a-t-il souligné. Quant à la stratégie de son groupe, «elle est axée sur la satisfaction du marché national très demandeur en ces produits transformés.

Toutefois, l'entreprise envisage d'investir dans l'extension de son usine en vue de réaliser des excédents pour l'exportation vers le continent africain "très friand des produits algériens". «Nous souhaiterions se diriger vers la Libye, la Mauritanie, le Sénégal et le Mali», a-t-il énuméré. Un objectif partagé par Tropical food, une entreprise agroalimentaire spécialisée dans la transformation et la conservation des fruits et légumes. Etablie à Oran, dans la zone industrielle de Hassi Ameur, l'entreprise dispose d'un réseau de distribution couvrant les 58 wilayas du pays, selon son responsable marketing. L'entreprise s'est également spécialisée dans la conservation du thon et de la sardine avec une capacité de 25 tonnes par jour, a-t-il affirmé, exprimant l'ambition de l'entreprise d'exporter son produit vers l'Afrique et certains pays de l'Europe. L'entreprise a toutefois déploré le déficit de la ressource halieutique en souhaitant développer les moyens logistiques pour augmenter davantage la production et alimenter cette industrie à forte valeur ajoutée. Dans le secteur de l'emballage, la Filiale Beige Emballage de la holding Gitex envisage déjà l'exportation de ses produits. «L'Afrique sera probablement notre première destination», a déclaré Fateh Amrouche, responsable au sein de cette usine établie à Bedjaia. Parmi ses futurs clients, il a cité le Soudan et certains pays voisins tels la Libye et la Mauritanie. «Actuellement, notre production est destinée au marché local mais nous avons les capacités qui nous permettent de réaliser des excédents pour l'exportation», a-t-il assuré. Beige Emballage est spécialisée notamment dans la fabrication de cordes de différents

diamètres, destinées aux secteurs de la pêche et des travaux publics. Elle fabrique également des sacs en polypropylène et les sacs en joute, avec une production moyenne de 5 millions de sacs par an, a-t-il fait savoir. Des opérateurs, parmi les exposants au salon "Agropack Expo, se sont déjà imposés sur les marchés internationaux. C'est le cas de Ouassini Bouarfa, un producteur d'huile d'olive qui dispose d'une exploitation agricole de 3.000 oliviers à Sidi Chahmi (Oran). «Je produis en moyenne une quantité de 15.000 litres d'huile d'olive par an dont 80% destinés à l'exportation vers des pays de l'Europe», affirme cet oléiculteur en citant notamment la France et l'Espagne. «Ce n'est pas de l'huile d'olive qu'on retrouve dans les grandes surfaces mais il s'agit plutôt d'un produit haut de gamme», a-t-il affirmé. Selon le secrétaire général du ministère de l'Industrie, Salah-Eddine Belbrik, la filière agroalimentaire compte actuellement plus de 170.000 emplois directs et indirects et génère plus de 500 millions de dollars d'exportations. Il s'agit d'une filière stratégique importante à laquelle les pouvoirs publics attachent un grand intérêt, a-t-il affirmé à l'occasion de l'inauguration du Salon "AgroPack Expo". Le salon, qui se poursuivra jusqu'à aujourd'hui jeudi, permettra aux opérateurs économiques d'échanger et de s'informer sur l'actualité de l'industrie agroalimentaire et du secteur de l'emballage, notamment concernant les matières premières, les équipements et les technologies utilisées, pour promouvoir cette industrie, favoriser les investissements, mettre en place des partenariats internationaux et améliorer la qualité du produit national, selon les organisateurs.

#### FABRICATION DES DÉTECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE

### Sonelgaz ouvrira bientôt une usine

**L**e porte-parole du groupe Sonelgaz, Khalil Hedna, a révélé que Sonelgaz ouvrira une usine de fabrication et de production de détecteurs de monoxyde de carbone, rapporte ce hier la Radio locale Sétif sur sa page Facebook. M. Hedna a indiqué que l'accord de Sonelgaz avec l'université pour la fabrication de ces détecteurs est valable et en phase avancée en tant que produit 100% local. Il a rappelé que l'opération d'installation de ces détecteurs par Sonelgaz s'est faite à Bou Saada, dans la wilaya

de M'sila, précisant que l'opération dans sa première phase touche 22 wilayas des hauts plateaux. « Nous distribuons d'abord 500.000 détecteurs, puis 5 millions, et l'objectif est de 22 millions de détecteurs », a-t-il ajouté. Le même responsable a indiqué que prochainement, Sonelgaz ouvrira une usine de fabrication et de production de ces détecteurs avec l'aide des ingénieurs et techniciens du groupe. Le Sonelgaz installera prochainement pour la première fois en Algérie des bornes de recharge pour véhicules électriques, et leur nombre oscille

entre 200 et 300 bornes de recharge sur l'autoroute puis sur les grands axes routiers du pays, selon le même responsable. Il a précisé que les bornes de recharge seront installées conformément aux normes internationales et internationales. Et cela permet au véhicule de parcourir une distance allant jusqu'à 300 km, soulignant qu'elles seront installées initialement dans les aires de repos sur l'autoroute et dans les grandes villes.

R E

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
**Belmihoub  
Abdelaziz**

Directeur de  
publication  
**Radji Zahir**

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**  
Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43  
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

## AFIN D'ACCÉLÉRER LES REFORMES ÉCONOMIQUES

# La réorganisation de l'Administration s'impose

*Beaucoup de dossiers économiques sont en souffrance. En effet, Il y a un énorme écart entre les objectifs fixés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune et les résultats réalisés jusqu'à présent. Pour l'expert, Mahfoud Kaoubi, l'administration est en déconnexion avec les objectifs tracés par le président de la République.*

Par Reda Hadi

**S**i beaucoup de choses en changé dans la vie des algériens, particulièrement dans le domaine économique, il n'en demeure pas moins que le changement opéré reste tributaire d'acceptation de ces réformes par certaines sphères. Il y a une véritable résistance au changement, par rapport aux objectifs tracés par le président de la République.

A l'heure où le Président Tebboune veut accélérer les réformes tant démocratiques qu'économique, il est observé un certain décalage entre les directives présidentielles et les actions de l'Exécutif. Des résistances telles, qu'elles ont suscité la colère du Président qui a ordonné ce que ses directives soient scrupuleusement suivies. Le grand chantier de la restauration de l'autorité de l'Etat a été amorcé par le parachèvement de l'édification institutionnelle, parallèlement à la moralisation de la vie publique, la lutte contre toutes les formes de corruption. Cela n'exclut nullement pourtant à opérer des changements dans la conduite de l'Etat, à la lumière des événements factuels. Pour certains, les changements ne doivent pas mener au chaos, mais bien amorcer la réforme de l'administration qui demeure un véritable obstacle pour la mancipation du peuple algérien tant désirée par le Président.

Des économistes insistent que pour réussir il faut avoir une vision à long terme sur plus de 30 ans au moins. Pour ces spécialistes, il ne sert à rien de s'enfermer dans une bulle et tout interdire. Il faut laisser libre cours à l'entrepreneuriat et l'Etat ne doit pas s'immiscer dans la gestion interne, mais plutôt demander des comptes aux dirigeants particulièrement ceux du domaine public.

Pour un expert en question géoéconomiques et financières, en l'occurrence Mahfoud Kaoubi questionné par nos confrères de la radio nationale, Il y a aujourd'hui une véritable résistance au changement, par rapport aux objectifs tracés par le président de la République. Celui-ci s'interroge d'ailleurs sur le fait qu'à chaque fois le Président Tebboune, rappelle le gouvernement et les différents secteurs de mettre tout les moyens, d'une manière rapide, afin de réaliser ces objectifs, notamment la construction d'un état moderne et d'une économie compétitive afin de contribuer au bien être du citoyen.

A cela, des observateurs soulignent que changement fait «peur» et qu'ajouter à une perte de privilèges et une administration très lourde et dépassée, cela ne peut qu'engendrer des retards dans des programmes qui eux mêmes ne répondent pas aux exigences des citoyens car ils ne reflètent pas la réalité du terrain.

Pour les observateurs, l'administration algérienne agit en monopole et traduit par zèle ex-

cessif les directives qui lui sont soumis. Cela induit par conséquent un décalage entre les ordres et les résultats.

Il faut sortir de la doctrine de tout fermer et de tout administrer qui appartient à une logique d'il y a une cinquantaine d'année. Les logiques de comportement et de consommation sont aujourd'hui différentes. L'expert souligne que malgré tout ce qui a été entrepris les résultats ne sont pas à la hauteur des objectifs tracés, qui étaient inscrits aussi dans les 54 recommandations du Président Tebboune lors de son élection à la tête de l'Etat.

Selon lui, « l'absence des chiffres et des statistiques, qui favorisent l'opacité » est la cause principale des retards enregistrés. Là aussi, enchaîne-t-il, « le Président Tebboune a ordonné de mettre en place un système de statistique fiable et visible, qui permettra de mesurer les réelles réalisations et de relater la réalité ». Aussi, il estime qu'il est indispensable d'activer les processus et de donner un rythme accéléré aux réformes. « Une obligation afin de saisir les opportunités qui se présentent aujourd'hui ». Dans un monde en transition, il convient de réfléchir à la manière dont nous devons réformer nos structures et nos politiques. Fini le « business as usual » - il est temps de mener à bien une transition économique indispensable pour assurer une prospérité durable dans une saine équité.

### RENTREÉ PROFESSIONNELLE

## Plus de 321.000 nouvelles places pédagogiques

**L**e secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels propose plus de 321.000 nouvelles places pédagogiques, dans les différents modes de formation, en prévision de la prochaine rentrée professionnelle (2022-2023) prévue le 26 février, rapporte l'agence officielle. Dans ce cadre, le directeur de l'orientation, des examens et des homologations au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hadj Messaoud Rachid a déclaré à l'APS que « 321.305 nouvelles places pédagogiques sont assurées par le secteur, en prévision de la prochaine rentrée, dont 82.124 nouvelles places pour le mode de formation par apprentissage, contre 59.591 nouvelles places pédagogiques pour le mode de formation en présentiel et 2490 pour la formation à distance ».

Sur l'ensemble de ces places, le secteur assure aussi « 14.316 nouvelles places pédagogiques à la formation des femmes au foyer, 12.813 autres à la formation en cours du soir et 3670 places à la formation en milieu rural, outre 495 autres places pédagogiques assurées dans le cadre du dispositif d'alphabétisation-habilitation professionnelle ».

Le secteur propose, en outre, « 82.790 nouvelles places pédagogiques à la formation des bénéficiaires de l'allocation chômage dans 105 spécialités relevant de 18 branches et filières professionnelles contenues dans la nomenclature des spécialités et branches professionnelles relevant du secteur, outre 64 autres places en faveur des personnes aux besoins spécifiques, dont les handicapés moteurs ».

Il a assuré, à ce titre, de la mobilisation de tous les moyens matériels et hu-

ains nécessaires pour la réussite de cette entrée, à l'instar des outils technologiques et de la programmation de 508 spécialités et de 23 filières professionnelles figurant dans la nomenclature des spécialités « établies selon les spécificités de chaque région et en fonction des exigences de l'économie nationale et des besoins du marché de travail en main-d'œuvre qualifiée ».

Le secteur met l'accent sur l'orientation des spécialités et offres de formation ouvertes vers les secteurs prioritaires dont l'hôtellerie, la restauration, le tourisme, le bâtiment, les travaux publics, l'agriculture, l'informatique, la numérisation, les télécommunications, l'électricité et l'électrique, ainsi que les techniques de managements et de gestion, a fait observer le même responsable.

Dans cette optique, il a rappelé les différentes dispositions et mesures prises par le secteur de la formation professionnelle en vue d'adapter ses spécialistes aux exigences de l'économie nationale, à l'instar du partenariat avec plusieurs secteurs et entreprises à travers la conclusion de plusieurs conventions.

Il a fait état, en outre, de l'introduction de nouvelles spécialités en prévision de cette entrée, dont la spécialité d'opérateur de station de dessalement d'eau de mer ».

La période d'inscription a été prolongée jusqu'au dimanche prochain pour permettre aux demandeurs de formation de s'inscrire en vue de rejoindre les bancs de la formation professionnelle.

APS

### PÉTROLE

## Le prix du baril recule, incertitudes pour l'économie mondiale

**L**es prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril et son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars, ont reculé avant-hier mardi.

Les prix du pétrole ont reculé mardi, pris entre les attentes d'une reprise de la demande chinoise, les inquiétudes concernant l'économie mondiale et une remontée des taux et du dollar.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril, a abandonné 1,21% à 83,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars, dont c'est

le dernier jour de cotation, a cédé 0,23% à 76,16 dollars.

« Il y a des incertitudes continues quant à l'économie mondiale » et donc quant à la demande d'or noir, « entre la hausse des taux d'intérêt américain, l'inflation qui est loin d'être apaisée et la Chine dont le retour d'activité est encore incertain », a résumé James Williams de WTRG Economics.

La Chine, premier importateur mondial de brut, a abandonné sa politique de zéro Covid depuis décembre, une très stricte politique sanitaire qui étouffait son économie. Mais depuis la réouverture, le pays est en proie à de forts taux de contamination au Covid-19.

Et si « les attentes générales d'une augmentation des importations chinoises de pétrole brut cette année » exercent une pression à la hausse sur les prix depuis plusieurs mois, « il n'y a pas eu de nouvelles fraîches pertinentes » pour le moment, rappelle Tamas Varga, de PVM Energy.

Les investisseurs attendent toujours des signes concrets de la reprise de la consommation de brut. Le marché du pétrole s'inquiète aussi de l'état de l'économie mondiale, directement liée au risque géopolitique et à la crise ukrainienne.

« La nouvelle source d'imprévisibilité s'est incarnée dans les craintes

relatives à l'inflation », explique Tamas Varga, rappelant que la majorité des grandes banques centrales dans le monde continuent de relever leurs taux directeurs pour tenter de freiner la hausse galopante des prix à la consommation.

Pour James Williams, « on est entré dans un cycle baissier et on est loin des prévisions de décembre qui tablaient sur un baril à 100 dollars ». L'hiver doux jusqu'ici en Europe et dans une moindre mesure aux Etats-Unis ainsi que le dollar plus fort « font aussi partie de l'équation », a ajouté l'analyste de WTRG Economics.

Agence

### CONCOURS NATIONAL DES CLUBS SCIENTIFIQUES

## Trois start-up primées à Oum El Bouaghi

Les trois lauréats du concours national des clubs scientifiques sur le meilleur projet de start-up ont été primés mercredi à la clôture de cette manifestation scientifique organisée à l'université Oum El Bouaghi (du 20 au 22 février).

Le club "Semec" de l'Université de Tlemcen (département de génie biomédical) a décroché la première place pour son projet portant, selon l'étudiante Aya Saâdou, sur un plâtre intelligent remplaçant le plâtre ordinaire et permettant de diagnostiquer l'état de l'os en cas de fracture ou lésions tendineuses à travers la localisation avec précision de l'endroit de la fracture et le calcul du délai de traitement en plus d'éviter les maladies cutanées pouvant être causées par ce matériau de moulage fabriqué à base de plâtre et autres. Ce plâtre intelligent est léger, facile à manipuler et connecté à une application intelligente permettant au médecin traitant de suivre l'état du malade à distance, a-t-elle détaillé.

La deuxième place est revenue au club "Bioart" de l'université Oum El Bouaghi qui a participé avec un projet de "engrais organique naturel à 100%" fabriqué via la technique de recyclage des déchets organiques collectés dans les restes des restaurants des universités.

Le troisième prix a été décroché par le club "Cec" (chemical engineering club) de Boumerdes pour son projet basé sur le monde virtuel avec l'utilisation de lunette permettant d'effectuer un stage à l'intérieur d'un établissement à distance. Des prix (sommés d'argent et cadeaux) ont été décernés aux nationaux lauréats du concours national scientifique pour le meilleur projet de start up, alors que le prix du meilleur pavillon scientifique a été attribué au club "Today" de l'université de M'Sila.

Selon le directeur de l'incubateur de l'université Oum El Bouaghi, les trois lauréats de ce concours bénéficieront de l'accompagnement nécessaire par les instances nationales spécialisées.

## EN DÉPIT DU REcul DE 1% DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES

# Les bénéfices de Salama Assurances en hausse

La compagnie Salama assurances Algérie a dévoilé hier son bilan pour l'année 2022. Un chiffre d'affaires de 4, 284 milliards de DA a été réalisé, en baisse de 1% par rapport à l'année 2021, soit une baisse de 39 252 90 DA, a fait savoir son directeur général, Mohamed Benarbia.

Par Zahir R

### AFRICAN INSURANCE AWARDS Alger abritera la 8e édition

La société africaine de réassurance (Africa Re) a annoncé que la huitième édition des African Insurance Awards se tiendra le 29 mai 2023 à Alger. A travers cette édition, Africa Re entend, « récompenser et célébrer l'innovation, la bonne gestion d'entreprise et le leadership dans le secteur de l'assurance en Afrique ».

Cette année, quatre prix sont à décerner. Le premier, intitulé « PDG de l'année » sera décerné au PDG d'une compagnie d'assurance ayant apporté une contribution exceptionnelle au cours des 12 derniers mois ou plus, soit par l'avancement de son entreprise ou l'industrie de l'assurance en Afrique. Tandis que le prix « Entreprise de l'année » ou « Compagnie d'assurance de l'année », est ouvert à toutes les compagnies d'assurance enregistrées en Afrique. Les performances des deux dernières années sont le premier critère pour l'attribution de ce prix. L'innovation de l'année sera décernée à une compagnie d'assurance pour la meilleure utilisation de la technologie, pour le lancement d'un produit / service révolutionnaire ou d'un canal ou d'une méthode de distribution nouveau et innovant. Alors que l'initiative sur Tech de l'année, ce prix cible les non-assureurs qui collaborent avec les assureurs pour améliorer la prestation de service client, le développement de produits et l'innovation globale dans la chaîne de valeur de l'assurance.

Toutefois, affirme-t-il, qu'en dépit de ce recul, Salama Assurances Algérie montre une grande solidité financière et cette situation n'a aucun impact sur l'activité de la compagnie. « Malgré le recul de notre chiffre d'affaires, nous avons enregistré une augmentation de 23% en terme de marge bénéficiaire et augmentation de 20% de sinistres réglés, par rapport à 2021, pour atteindre plus 2,5 milliards de DA. Ceci est un indicateur positif. Nous avons la capacité de présenter des dossiers pour la réassurance », a précisé Benarbia lors d'un point de presse organisé mardi à Alger.

L'intervenant a, en outre, indiqué que la particularité de Salama Assurances Algérie c'est qu'elle accorde une grande importance aux placements (investissement) sous forme de dépôts bancaires, de bons de Trésor, d'actions dans les entreprises et enfin des investissements immobiliers. Elle est la première sur le marché algérien en volume d'investissements pour les compagnies d'assurance privé, devançant même les compagnies qui affichent de meilleurs chiffres d'affaires. « La force de notre compagnie d'assurance est dans ses placements », affirme avec satisfaction, son directeur général, Mohamed Benarbia. En 2022, le montant des placements financiers s'élève à plus de 9 milliards de dinars. Plus précisément 9 099 250 565 DA, soit en hausse de 4,24% par rapport à 2021. Les revenus d'investissements sont de 356 327 527 DA. « C'est notre point fort. Nous sommes les premiers sur le marché en termes de volume d'investissements. Nous devançons même la

première compagnie qui enregistre la meilleure croissance en chiffre d'affaires. En somme, notre situation financière est résiliente et en mesure de faire face à toute crise sans aucun impact ou crainte », affirme le DG de Salama assurances.

#### L'autorité de régulation interpellée

Pour son directeur général, Mohamed Benarbia, cette situation (recul du chiffre d'affaires de 1%) est toute à fait justifiée par l'état du marché et quelques autres facteurs. Il n'empêche qu'il y a matière de tirer satisfaction. Pour cause, s'il y a régression, c'est seulement au niveau des deux directions régionales d'Alger-centre et de Sétif. Ailleurs, les chiffres sont en croissance. Et d'ajouter : « Nous avons réussi à réaliser 94% des objectifs en matière de chiffre d'affaires ».

Celui des sinistres provisionnés est de 3,8 milliards de dinars. Le budget total de la compagnie est de près de 14 milliards de dinars. Son résultat net est de plus de 400 millions de dinars.

Le premier représentant de Salama Assurances Algérie a fait observer qu'au niveau mondial, les compagnies d'assurance font des résultats de leurs placements financiers et non de leurs services techniques. Cela doit être la règle en Algérie, recommande-t-il. Il assure que la compagnie se porte bien financièrement grâce justement à ces placements. Si toutefois les revenus ne sont pas tout à fait au niveau souhaité, c'est parce que la compagnie a dû retirer certains de ses placements suite à des indicateurs de non rentabilité au niveau de quelques banques et entreprises confrontées à des difficultés.

Par ailleurs, le directeur général de Salama

Assurances Algérie relance son appel à mettre fin à la concurrence déloyale sur le marché. Il interpelle l'autorité de régulation sur la nécessité de trouver une solution au problème de réductions. Il affirme que des compagnies ont signé des engagements de respecter le plafond de réductions mais ne les font pas : « Nous demandons à l'autorité de régulation d'intervenir au plus vite ».

#### Les objectifs de 2023

Questionné sur les objectifs et perspectives pour 2023, l'intervenant a précisé que le premier objectif c'est de renouer avec la croissance, en augmentant le chiffre d'affaires de 5%. « Notre chiffre d'affaires était toujours en évolution depuis des années. Mais depuis la crise sanitaire Covid-19, notre chiffre d'affaires a régressé de 15% en 2020, 5% en 2021 et 1% en 2022. Nous tablons sur son augmentation de 5% en 2023 », détaille-t-il. L'autre objectif tracé c'est de poursuivre l'extension de notre réseau, composé de 300 agences, dira-t-il. D'ailleurs, il est prévu l'ouverture de 50 nouvelles agences cette année. Le troisième objectif, ajoute-t-il, c'est d'améliorer davantage notre qualité de services, tout en réduisant les délais du traitement des dossiers de sinistres. « Actuellement, la moyenne des délais du traitement sont de 41 jours et notre objectif est de le faire baisser à 20 jours en 2023 », indique-t-il. Et de conclure : « La compagnie se prépare pour se conformer avec la nouvelle loi régissant l'assurance takaful, en mettant en place un nouveau système de comptabilité et du financement. Enfin, des programmes de formations seront lancés aux profits des cadres de la compagnie ».

### COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ALGÉRO-JORDANIENNE

#### Signature d'une feuille de route

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar et le ministre jordanien de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement, Yousef Al-Shamali, également ministre du Travail, ont signé avant-hier à Alger une feuille de route pour la période 2023-2025, en vue de consolider la coopération économique entre l'Algérie et la Jordanie.

La feuille de route englobe "les activités de coopération convenues et les mécanismes de sa mise en œuvre à court et à moyen termes", indique un communiqué du ministère de l'Industrie, distribué à la presse en marge de la cérémonie de signature.

Les principaux points contenus dans le document portent sur "l'activation des mécanismes de coopération bilatérale, notamment la préparation des travaux de la neuvième session de la commission mixte algéro-jordanienne, devant se tenir à Amman en juin prochain, le renforcement du cadre juridique de la coopération bilatérale et le renforcement du rôle des comités techniques sectoriels et des équipes de travail conjointes", précise la même source.

Afin de promouvoir les échanges commerciaux et d'augmenter le volume des investissements entre les deux pays, la feuille de route prévoit "l'activation des accords de coopération, de commerce et d'investissement conclus, l'activation du Conseil des hommes d'affaires

et l'échange d'informations sur les opportunités d'investissement et de commerce extérieur dans les deux pays", lit-on dans le communiqué. Elle prévoit également l'organisation de réunions et de visites mutuelles entre les opérateurs économiques et les hommes d'affaires pour examiner les opportunités de coopération et de partenariat en Algérie et en Jordanie et les encourager à participer aux expositions organisées dans les deux pays.

Dans ce cadre, il a été convenu de programmer une exposition de produits algériens en Jordanie au cours de cette année.

Les deux parties ont convenu de "poursuivre la mise en œuvre et l'accélération des projets de coopération, et d'œuvrer à explorer d'autres domaines prioritaires, notamment dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie et des mines, de l'agriculture, des transports, du tourisme, de la santé, du travail et de la sécurité sociale et de la culture".

Le document prévoit également la concrétisation de projets de partenariat dans plusieurs filières industrielles.

Dans le secteur industriel, la feuille de route prévoit l'examen des voies permettant de concrétiser des projets de partenariat dans les domaines des industries manufacturières, des matériaux de construction et des industries électriques et électroniques, selon le

communiqué.

Il est également question de "l'activation du protocole d'accord de coopération dans le domaine de l'aménagement et de la réalisation de zones industrielles entre l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF) et la Jordan Industrial Estates Corporation".

La signature de ce document, en présence de plusieurs ministres des deux pays, représentant des secteurs tels que l'Énergie et les Mines, l'Industrie, l'Investissement, le Tourisme, la Culture et le Travail, ponctue la visite de la délégation ministérielle jordanienne en Algérie, qui a tenu, lundi, une réunion élargie aux membres des délégations algérienne et jordanienne, suivie de rencontres bilatérales entre les ministres algériens et leurs homologues jordaniens.

Lors de ces réunions, "les deux parties ont évalué l'état de la coopération bilatérale dans divers domaines et examiné les moyens de hisser le niveau des échanges économiques et commerciaux et d'augmenter le flux des investissements entre les deux pays".

La feuille de route signée, mardi, s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des conclusions de la rencontre entre le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et le Roi de Jordanie, Abdallah II Ben Al-Hussein et de la concrétisation de leur volonté commune de renforcer la coopération

entre l'Algérie et la Jordanie".

Dans une déclaration à la presse au terme de la signature de la feuille de route, M. Zaghdar a précisé que ce qui a été convenu lors de la visite effectuée par le Roi de Jordanie en Algérie en décembre dernier pour hisser les relations entre les deux pays "commence à se concrétiser sur le terrain, après les rencontres bilatérales ayant réuni les ministres des deux pays".

Cette feuille de route a pour objectif de "hisser le niveau des relations entre l'Algérie et le Royaume hachémite de Jordanie", a-t-il ajouté, soulignant qu'elle "sera concrétisée lors de la réunion de la commission mixte prévue en juin prochain à Amman, à travers la signature de plusieurs des accords bilatéraux dans plusieurs domaines, la dynamisation du conseil d'Affaires algéro-jordanien créé en 2017 et l'organisation de foires pour faire connaître les produits dans les deux pays et établir des investissements dans divers domaines.

En ce qui concerne le secteur industriel, il a indiqué que les entretiens bilatéraux qu'il a eus avec son homologue jordanien ont focalisé sur l'investissement dans le domaine des engrais, en sus d'autres secteurs de l'agriculture, de l'énergie, du tourisme et du travail évoqués par les ministres des deux pays.

R. E.

## AUTOSUFFISANCE EN LAIT

# L'Algérie a besoin de 400 000 têtes de vaches laitières

*Une stratégie est en cours d'élaboration par le ministère de l'Agriculture afin de réduire la facture d'importation de la poudre en lait. Selon les chiffres du ministre, Mohamed Abdel Hafidh Henni, l'Algérie a besoin de 400 000 têtes de vaches laitières, pour parvenir à l'autosuffisance de cette filière. La production locale en lait est estimée à 2,5 milliards de litres/an.*

S R/Agence

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite à la wilaya de M'sila, le ministre a affirmé que « le plan du ministère à court et moyen terme, est d'atteindre l'autosuffisance nationale, en travaillant à importer davantage des vaches laitières, tout en soutenant les agriculteurs et les investisseurs, dans la production laitière, l'élevage bovin, et l'encouragement des investisseurs à établir de nouvelles fermes, afin de réduire les quantités de poudre importées ». En effet, la stratégie du ministère de l'Agriculture c'est de parvenir à la production d'un milliard et 750 millions litres par an, à condition qu'une partie des sommes financières allouées à l'importation, soit allouée aux éleveurs, producteurs et investisseurs, compte tenu des besoins de l'Algérie qui s'élève à environ 4 milliards de litres par an. Il est à rappeler que le président du Conseil national interprofessionnel de la filière lait

(CNIFL), Azzedine Tamni avait déclaré que l'Algérie a besoin de deux millions de vaches laitières pour pouvoir couvrir tous ses besoins en lait et cesser d'importer la poudre de lait.

Il avait expliqué que les besoins de l'Algérie sont actuellement estimés à 4,5 milliards litres de lait par an. La production de cette quantité permettra d'arrêter « complètement » l'importation de la poudre de lait, a-t-il estimé, en précisant que cela nécessite la disponibilité de deux millions de vaches laitières, contre 908.000 têtes actuellement. Il a ajouté que pour disposer de deux millions de vaches laitières, il faut plus de 200.000 hectares de terres agricoles irriguées destinées à la culture fourragère.

Selon les chiffres présentés par le président du conseil interprofessionnel, la quantité de production locale de lait de vache est estimée à 2,5 milliards de litres par an, dont 814 millions de litres sont destinés aux produits laitiers et plus de 750 millions de litres sont destinés aux ménages, tandis que le reste est orienté vers la transformation domestique ou vers de petites activités non déclarées. La

quantité totale de lait frais (chèvres, vaches, chèvres) produite localement est de 3,5 milliards de litres par an.

Le responsable a estimé que la facture d'importation de poudre de lait peut être réduite de plus de 50%, d'ici 2025, si une stratégie « efficace » venait à être adoptée pour développer la filière de production locale de lait frais.

S'agissant des obstacles qui entravent le développement de la production locale de lait frais, M. Tamni a notamment évoqué le prix du lait subventionné produit à base de poudre de lait importée (25 DA) qui concurrence le prix du produit local qui oscille entre 60 à 80 DA.

Dans le même contexte, le ministre a réaffirmé l'importance du secteur agricole dans la réalisation de la sécurité alimentaire nationale, à laquelle les hautes autorités du pays attachent la plus haute importance.

Couvrant actuellement environ 75% des besoins nationaux dans 27 wilayas, malgré les difficultés, notamment dans la filière des céréales, et cela en dépit de l'atteinte de l'autosuffisance en blé dur.

## FINANCEMENT DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES FORMÉS DANS LES MAISONS DE L'ENTREPRENEURIAT

### Signature d'une convention de coopération avec l'ANADE

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (Ex Ansej) et la Direction Générale de la Recherche scientifique et du Développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont signé, mardi à Alger, une convention de coopération pour le financement des diplômés universitaires formés au sein des Maisons de l'Entrepreneuriat.

La convention a été signée au siège de l'agence ANADE, par le DG de l'agence, Hakim Bekadour, et le DG de la Recherche scientifique, Mohamed Bouhicha, en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, dans le cadre de l'intégration et de la coopération stratégique entre les deux secteurs.

Lors d'une conférence animée conjointement avec M. Baddari, M. Oualid a annoncé la décision d'orienter les financements de l'Agence ANADE "exclusivement" aux diplômés des universités et des instituts ainsi qu'aux titulaires de diplômes académiques, après avoir bénéficié d'une formation au niveau des 84 Maisons de l'Entrepreneuriat présentes au sein de diverses universités à travers le pays.

La nouvelle procédure est intervenue "après avoir examiné l'état de l'agence et pris une série de mesures visant à consacrer la transparence,

dans le but de perfectionner le rendement des bénéficiaires", a expliqué le ministre, annonçant, par la même, la mise en place d'un système de notation pour l'évaluation des projets à financer, de manière à financer uniquement les projets qui obtiennent le nombre de points requis.

M. Oualid a souligné que cette mesure avait pour but "de lutter contre le népotisme et de traiter, de façon objective, les dossiers", ajoutant qu'elle a été prise, "en attendant que le Gouvernement décide définitivement de l'avenir de l'ANADE, suite à l'opération de contrôle et d'audit lancée par le ministère en son sein".

Cette opération a abouti à la "révision du mode de gouvernance de ce dispositif et à une révision de ses mécanismes de financement, en cours d'examen au niveau du Gouvernement".

M. Baddari a, pour sa part, estimé que cette convention constituait "une opportunité pour les porteurs de projets de futures micro, petite et très petite entreprises, de bénéficier de l'appui de l'ANADE qui à son tour, transformera leurs idées en produits commercialisables".

Ces projets, ajoute M. Baddari, "permettront à l'étudiant algérien de devenir un acteur dans le développement économique et de créer des emplois".

R E.

## COOPÉRATION

### Yacine Hamadi reçoit le ministre jordanien du Tourisme et des Antiquités

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a reçu le ministre jordanien du Tourisme et des Antiquités, Makram Al Queisi, qui était accompagné de la ministre de l'Investissement, Mme Khouloud Al-Sagqaf, a indiqué hier un communiqué du ministère.

La rencontre, qui a eu lieu mardi, a été une "autre occasion de rapprocher les vues et d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme", sachant que les deux parties avaient tenu auparavant une réunion à laquelle ont pris part les délégations des deux pays, a précisé la même source.

Les deux parties ont convenu de promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme thérapeutique, religieux et saharien, à travers l'investissement, la création de circuits communs et la formation outre le parachèvement du cadre juridique de coopération bilatérale en matière de tourisme", conclut le communiqué.

## ALGÉRIE-CROATIE

### Examen des opportunités d'investissement dans le domaine énergétique

Le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab a reçu, mardi, le secrétaire d'Etat aux affaires politiques du ministère des Affaires étrangères de Croatie, Frano Matusic, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, les deux parties ont passé en revue les relations de coopération énergétique bilatérale, a précisé la même source.

Les deux parties ont évoqué également les opportunités d'investissement et d'échanges d'expérience entre les deux pays, notamment dans la commercialisation du gaz (GNL), ainsi que dans le domaine des énergies renouvelables et la fabrication des équipements énergétiques, a ajouté le communiqué.

## CITÉ INTELLIGENTE ET LE MORTIER DE RESTAURATION DES SITES ARCHÉOLOGIQUES

### Les principales innovations exposées au salon Bultec

Le projet de la cité intelligente et le mortier de restauration des sites archéologiques ont constitué les principales innovations de l'exposition du salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies (Bultec), qui ont suscité, mercredi, l'engouement des visiteurs de la troisième édition de cette manifestation, tenue au complexe culturel Ahmed Bey de Constantine.

La cité intelligente est un projet née d'une idée innovante initiée par des élèves âgés entre 9 et 11 ans issus de l'association "Jil Technologie" de Constantine et qui consiste à digitaliser le mode de vie de ses habitants avec la télégestion les systèmes de distribution de l'énergie solaire et ceux de l'évacuation et de l'épuration des eaux pluviales et usées, a indiqué à l'APS, la présidente de cette association, Dr Meriem Serarna. Ce projet, exposé au salon Bultec en présence des

autorités locales et des entreprises de réalisation, permet d'exploiter les eaux usées de cette cité dans l'irrigation et les besoins industriels à travers un réseau souterrain qui redirige les quantités d'eaux amassées vers une station de traitement, outre l'automatisation du système de distribution d'énergie solaire afin d'atteindre une autonomie en la disponibilité d'électricité, a précisé Mme Serarna.

D'autre part, le mortier de restauration des sites historiques et archéologiques ainsi que les vieux bâtis sont des produits 100 % algérien fabriqués par la société Silex en vue de restituer et sauvegarder le patrimoine architectural des différentes régions du pays, entre autres ceux de la wilaya de Constantine, a fait savoir le représentant de cette entreprise.

Ce mortier est un élément de restitution composé de sable, de ciments spéciaux, de fibres et d'additifs,

construit dans le but de remettre en état et protéger les ouvrages en béton et en matériaux rigides et à rendre homogènes les rebouchages mais aussi à renforcer la résistance de l'ouvrage abimé.

Parmi les autres produits exposés figurent les produits technologiques "smart home" et ceux de gestion à distance des installations, en sus des matériaux novateurs mis au service des constructions modernes et la promotion du devenir du secteur du Bâtiment.

Dans le cadre de ce salon, dont la clôture est prévue jeudi, les étudiants du département d'architecture de l'université de Sétif ont bénéficié d'une sortie pour visiter les monuments historiques de la wilaya de Constantine, organisée par "la fondation architecture, ville et patrimoine" et l'entreprise Mediasmart.

## BOUMERDÈS

## Production prévisionnelle de plus de 400.000 qx d'agrumes

Une production de plus de 410.000 qx d'agrumes est attendue cette saison à Boumerdes, soit en légère baisse comparativement à la campagne agricole écoulée durant laquelle une production de près de 450.000 qx a été réalisée, a-t-on appris, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

## GUELMA

## Un millier de nouvelles cartes professionnelles au profit des agriculteurs depuis début 2023

Au total, 940 nouvelles cartes professionnelles ont été attribuées aux agriculteurs de la wilaya de Guelma, toutes filières confondues, depuis début 2023, dans le cadre de la stratégie de la Chambre nationale d'agriculture (CNA) portant numérisation du secteur agricole, a appris l'APS lundi auprès du secrétaire général (SG) de la Chambre locale. Mohamed Boulekroun a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que ce nombre représente un premier quota, en attendant l'attribution du reste de ces cartes, signalant que le nombre total de cartes délivrées à ce jour par cette instance publique est estimé à 1.120. Il a assuré que ces chiffres connaîtront à l'avenir une hausse "significative", rappelant que la wilaya de Guelma compte actuellement 13.165 agriculteurs et éleveurs, dans diverses activités, dont 6.851 agriculteurs activant de manière permanente. Selon le SG de la chambre d'agriculture de Guelma, la stratégie de la CNA relative à la numérisation du secteur et l'élaboration d'une carte professionnelle numérique pour l'agriculteur permettra l'assainissement du registre agricole tout en contribuant à aider les autorités à prendre des décisions et des orientations visant le développement, le soutien du secteur agricole et la définition de la carte nationale pour les filières agricoles. Le processus de numérisation permettra également, a-t-il ajouté, de relier les chambres agricoles avec diverses administrations ayant une relation directe avec l'agriculteur, à l'instar de la Direction des services agricoles et la Coopérative de céréales et des légumes secs ainsi que les banques. La numérisation du secteur permettra aux fellahs et aux éleveurs de bénéficier du soutien accordé par l'Etat dans différents domaines, a par ailleurs affirmé M. Boulekroun.

Les indices de production enregistrés à ce jour dévoilent une « baisse » de la récolte d'agrumes, a indiqué la chargée du service de production agricole à la DSA, Sabrina Bichari, soulignant que la collecte depuis le début de la campagne en novembre dernier à ce jour, est de plus de 270.000 qx sur une superficie de 2.953 ha représentant 65% de la surface totale ciblée. Elle a aussi fait cas d'une baisse de l'ordre de 15% de la moyenne du rendement qui devrait atteindre les 171 qx/ha à la fin de la campagne, contre 209 qx/ha au cours de la campagne agricole de l'an-

née dernière. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette baisse de la production d'agrumes, selon la même responsable, qui a notamment cité le manque de précipitations en temps opportun, les chaleurs ayant sévi durant la phase de croissance des fruits, le manque d'irrigation et la propagation de certaines maladies végétales. À noter que la wilaya est réputée pour plusieurs variétés d'agrumes, à leur tête la « Thomson », cultivée sur une superficie de 1.122 ha, ayant produit à ce jour, plus de 130.000 qx. A cela s'ajoute la « Washington Navel », occupant une superficie de 412 ha, ayant produit, à ce jour, 56.000 qx,

la « Clémentine », dont la production est estimée, à ce jour, à 37.000 qx sur une superficie globale de 252 ha, le citron « quatre saisons », avec une production de 26.000 qx sur une superficie de 281 ha, et le citron, avec une production de 45.000 qx sur une superficie de près de 200 ha. La filière agrumicole occupe la 3ème place en termes de valeur de production de la wilaya. Entre 2019 et 2022 le verger agrumicole de la wilaya a connu une extension de l'ordre de 600 ha pour atteindre actuellement près de 3.000 ha.

## MÉDÉA

## Une vingtaine d'apiculteurs à la foire du miel

Une vingtaine d'apiculteurs, issus de différentes communes de Médéa, participent à une foire locale du miel, ouverte dimanche à l'initiative conjointe de la Chambre d'agriculture et de l'Association des apiculteurs de la wilaya. L'organisation de cette mini foire a pour but « d'encourager et d'accompagner les producteurs locaux de miel en leur offrant la possibilité de commercialiser directement les produits de la ruche aux consommateurs et réaliser, ainsi, des gains supplémentaires », a expliqué le président de la Chambre d'agriculture de Médéa, Mustapha Zegoumi. Des organismes financiers publics, à savoir la

Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) et l'Agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM), sont associés à cet événement économique, avec pour mission, « la vulgarisation des produits d'assurance contre les risques naturels, sinistres ou maladies, et des facilités de financement accordés aux professionnels et aux porteurs de projets, dans le cadre du soutien à la filière apicole », a-t-il fait savoir. Cet événement économique local est une « opportunité pour inciter les jeunes à investir dans cette activité et permettre le développement de la filière », a ajouté le président de la chambre d'agriculture. Il a estimé que « l'essor de l'apicul-

ture dépendra de sa capacité à attirer davantage de consommateurs des produits de la ruche, en proposant des produits de qualité et à des prix abordables ». Une gamme riche et variée de miels, issus de différentes essences végétales, telles que le jujubier, le chardon, l'oranger, le tilleul, l'acacia, le thym, l'eucalyptus et le romarin, est exposée à l'occasion de cette mini foire, destinée à promouvoir le produit mellifère local et à vulgariser les vertus nutritives du miel et ces dérivés auprès du consommateur. Pour permettre le développement de cette filière, une subvention financière de près de 25 millions de DA a été consacrée, entre 2019 et

2022, pour l'acquisition de ruches pleines au profit d'apiculteurs locaux, selon la responsable du service de l'organisation de la production et de l'appui technique auprès de la DSA, Leila Salmi. Une production de 1.300 quintaux de miel a été réalisée durant l'année 2022 à Médéa, représentant une valeur marchande de l'ordre de 720 millions de DA, a-t-elle indiqué. La filière apicole compte plus de 2.000 apiculteurs, installés en majorité dans les communes de Tamesguida, El-Hamдания, Draa-Smar, Ouamri, El-Omaria, Tablat et Médéa, disposant d'un potentiel apicole estimé à plus de 38.000 ruches, a expliqué Mme Salmi.

## MOSTAGANEM

## Simulation d'un accident de la circulation sur la voie du tramway

Une simulation d'un accident de la circulation entre une rame du tramway de la ville de Mostaganem et une moto a été exécutée dans le cadre des préparatifs de la mise en service de ce moyen moderne de transport collectif, a-t-on appris lundi auprès de la direction de wilaya de la Protection civile. L'exercice a eu lieu dimanche soir au niveau du croisement de la seconde ligne du tramway avec la rue Khettab Abdelkader, au centre-ville, a indiqué un communiqué de ce corps constitué. Il a vu la participation des cadres de l'unité principale et les services de protection et de prévention publiques de la direction de wilaya de la Protection civile et des services de sécurité, en coordination avec l'Entreprise du métro d'Alger, chargée du suivi du projet, a ajouté la même source. Le scénario de l'accident simulait une collision entre une moto, dont le conducteur ne respectait pas les feux de signalisation, et une rame de tramway, entraînant la mort du motocycliste et des blessures à deux passagers qui se trouvaient dans la rame. L'exercice a permis d'activer sur le terrain le plan d'intervention et de sécurité de la Protection civile, de s'appuyer sur l'état de préparation des différents services compétents, de mesurer leur efficacité et leur performance dans des situations similaires, ainsi que de sensibiliser les citoyens sur l'importance de respecter les feux de signalisation et le code de la route, avec l'entrée en service effective du tramway de la ville prévue la semaine prochaine, selon le communiqué. En parallèle, la direction de wilaya de la Protection civile a mis en œuvre un programme de formation au profit des officiers et des agents, dont l'exécution a commencé le mois dernier. Ce programme comprend un plan d'intervention et de sécurité sur la voie du tramway de la ville de Mostaganem, ainsi qu'au niveau de ses

différents réseaux et stations et les méthodes d'intervention lors des accidents de la circulation durant la mise en service de ce moyen de transport, avec l'organisation de manœuvres et d'exercices de simulation pour mesurer l'efficacité et l'état de préparation des différentes unités et services, a-t-on indiqué.

## RELIZANE

## Visite d'une mission de l'APN pour s'enquérir de l'état des lieux de l'investissement local

La mission de la Commission des affaires économiques, du développement, l'industrie, commerce et planification de l'APN a entamé, mardi, une visite d'inspection à Relizane pour s'enquérir de la situation des investissements dans la wilaya. Son président, Kamel Belakhdar a souligné à la presse que dans le cadre de cette visite, la situation de l'investissement dans la wilaya et l'état des deux zones industrielles de Sidi Khattab et Belâassel et les zones d'activités seront examinés afin de passer en revue les préoccupations des opérateurs, notamment celles liées aux travaux d'aménagement et au raccordement aux différents réseaux. A la suite de cette visite, un rapport détaillé sera élaboré et remis au Président de l'APN afin de prendre en charge toutes les préoccupations soulevées, selon le parlementaire. Il a indiqué que le but de ces visites de terrain est de faciliter la mise en place des entreprises et soutenir les projets d'investissement pour assurer un décollage économique réussi et créatif de richesses et d'emplois pour les jeunes de la région. Au programme de cette visite d'inspection figure l'inspection des unités productives en compagnie du wali, Lakhel Ayat Abdessalem. Elle sera clôturée par une réunion à l'hémicycle de la wilaya avec des investisseurs et les opérateurs économiques pour prendre connaissance de leurs préoccupations.

## TAXATION DES MILLIARDAIRES

**Ces cinq contre-arguments qu'on ne veut plus entendre**

*À chaque fois que la taxation des milliardaires revient dans le débat public, de nombreux arguments sont mobilisés contre cette proposition. Elle serait injuste, démagogique, irréaliste et contre-productive.*

*Menacer ces créateurs de richesses de prélèvements supplémentaires risquerait de les faire fuir hors du territoire et de détruire des emplois. Taxer la réussite découragerait également l'innovation et l'entrepreneuriat. Et quand bien même : avec la mondialisation et les paradis fiscaux, l'imposition des grandes fortunes n'est-elle pas devenue impossible ? Autant d'excuses faciles pour cacher une absence de volonté politique de s'attaquer aux super-riches.*

Selon l'ONG Oxfam, les deux tiers de la richesse créée par l'économie mondiale depuis 2020 ont été captés par les 1 % les plus riches. Rien qu'en France, la fortune des dix premiers milliardaires s'est accrue de 189 milliards d'euros, Bernard Arnault cumulant à lui seul un patrimoine équivalent à celui de 20 millions de Français. Toujours selon l'ONG, taxer la fortune des milliardaires français à hauteur de 2 % permettrait de financer le déficit (hypothétique) des retraites. Même le journal Le Monde relayait récemment une étude du Laboratoire sur les inégalités mondiales démontrant que la taxation des 1 % les plus riches permettrait de réduire la pauvreté et combattre le réchauffement climatique. Or, les milliardaires payent très peu d'impôts, en terme relatif et absolu. L'économiste Gabriel Zucman évoque un taux d'imposition effectif de seulement 2%, tandis que le média d'investigation Propublica a démontré sur la base des relevés fiscaux américains, que les grandes fortunes payent un taux global moyen de 3,4%. Quant aux entreprises du CAC40, à la source des plus grands patrimoines français, elles échappent aussi largement à l'impôt sur les sociétés. Compte tenu de ce contexte, et étant donné les besoins de financement pour les services publics et la transition écologique, augmenter les prélèvements fiscaux sur les très grandes fortunes relèverait du bon sens.

En outre, taxer les milliardaires ne sert pas uniquement à financer les retraites, réduire la pauvreté ou préserver l'habitabilité de la planète. Cela permet aussi de réduire leur influence politique. Les ultra-riches utilisent l'immense pouvoir conféré par leurs fortunes (près de 10 % du PIB pour la famille Arnault) pour agir sur la société. Ils achètent des médias, influencent les politiques publiques en dinant avec nos dirigeants ou en exerçant un chantage à l'emploi, encouragent les baisses d'impôts financées par la destruction de notre modèle social et ubérisent la société tout entière. Contrairement à une idée reçue, il n'y a pas de bons et de mauvais milliardaires : des chercheurs américains ont démontré, en épluchant les déclarations publiques et privées de centaines de milliardaires, que ces derniers avaient des opinions homogènes en matière de politiques économiques et sociales. Leurs positions sont si extrêmes qu'elles sont rarement exprimées en public : opposition au salaire minimum, aux services publics, défavorables aux CDI, opposé au droit du travail, à la sécurité sociale et à l'assurance maladie, hostiles aux normes environnementales, à la liberté de la presse et à la levée des brevets... Rarement cultivés, la plupart d'entre eux lisent très peu et s'imaginent, comme Bernard Arnault, vivre dans une société « dominée par un esprit socialo-marxiste ». Ce sont pourtant eux qui ont les oreilles attentives de nos dirigeants. Taxer les milliardaires n'est donc pas simplement une question de justice fiscale, mais un impératif démocratique. Cette proposition se heurte pourtant à un mur de protestation. Pas de la part des milliardaires eux-mêmes, silencieux sur le sujet, mais des personnes « raisonnables » qui déploient des efforts considérables pour assurer leur défense. Une série d'arguments de mauvaise foi sont ainsi opposés aux « démagogues » qui souhaitent « prendre l'argent là où il est ». Revue de cinq d'entre eux.

**Des fortunes « virtuelles » largement exagérées ?**

En matière d'évaluation du patrimoine des plus riches, le classement annuel des grandes fortunes publié par Forbes fait figure de référence. Entre 1982 et 2022, le nombre de milliardaires répertoriés par le magazine est passé de 12 à 2.635. En tenant compte de l'inflation, les 400 plus riches Américains cumulaient 263 milliards de dollars en 1982 (92 milliards de l'époque), contre 4.500 milliards en 2021, soit un taux de croissance de 1600 %. Sur la même période, le patrimoine de la moitié la moins riche des ménages américains a diminué de 900 milliards. Depuis le Covid, les dix plus grandes fortunes mondiales au classement Forbes ont doublé leurs avoirs.

Deux types de critiques sont généralement opposés à ces évaluations. La première reproche au magazine de sous-estimer les patrimoines. Forbes se base en effet sur les déclarations des milliardaires, qu'il vérifie à partir des données publiques : combien d'actions possèdent-ils ? Quel est le cours boursier des actions en question ? Combien ont-ils payé leurs résidences, jets, yachts et œuvres d'art ? Les avoirs potentiellement cachés dans les paradis fiscaux ne sont pas pris en compte. Comme le notait Le Monde en 2018, les Paradise papers ont montré que la fortune de certains milliardaires était largement sous-évaluée, de 15 milliards de dollars pour le financier James Simons par exemple.

À l'inverse, de nombreux opposants à la taxation des milliardaires expliquent que Forbes surestime les grands patrimoines, car ces derniers proviennent majoritairement des parts qu'ils possèdent dans leurs sociétés. Le cours de bourse étant volatile, cet argent serait essentiellement virtuel.

Si Elon Musk ou Bernard Arnault voulaient disposer de leurs fortunes, ils devraient vendre leurs actions (Tesla pour l'un, LVMH pour l'autre). Le fait que le patron emblématique de ces sociétés se sépare de ses parts enverrait un signal négatif aux marchés, incitant alors les autres investisseurs à spéculer à la baisse. De plus, la simple mise en vente d'une grande quantité d'actions ferait mécaniquement baisser le cours du fait de l'excès d'offre temporaire. Autrement dit, les milliardaires ne pourraient pas vendre toutes leurs actions au cours de bourse utilisé pour estimer leur fortune. Cette dernière serait donc surévaluée. Si leurs fortunes étaient essentiellement virtuelles, nos chers milliardaires

auraient du mal à en profiter dans le monde réel.

Bien que séduisante, cette démonstration ne résiste pas à l'épreuve des faits. Si leurs fortunes étaient essentiellement virtuelles, nos chers milliardaires auraient du mal à en profiter dans le monde réel. Pourtant, Xavier Niel (10,7 milliards d'euros selon le classement du magazine Challenges) s'est offert un sixième hôtel particulier parisien pour la somme record de 200 millions d'euros. Il possède un yacht et un jet privé « ultra premium », entre autres folies. Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos (2ème fortune mondiale au classement Forbes 2022, avec 171 milliards de dollars) vient de se faire construire un nouveau yacht pour un demi-milliard d'euros. Le bateau est si grand qu'il était question de démonter le principal monument de la ville de Rotterdam (le pont suspendu « De Hef ») pour lui permettre de rejoindre la mer.

Du reste, Bezos ne se contente pas de dépenser sa fortune en bateaux de plaisance. Il possède un triplex de 1.600 m<sup>2</sup> avec deux piscines sur la 5e avenue de New York, une villa de 185 millions de dollars à Beverly Hills, une maison de 2.800 m<sup>2</sup> à Washington DC, un ranch de 12.000 hectares au Texas, une triple villa en bordure de lac à Seattle et un complexe de 10 hectares avec plage privée à Hawaï. Il finance également sur ses propres fonds la mise au point de la fusée Blue Origin qui lui a permis de s'envoyer en fair dans l'espace suborbital. Pas mal pour un milliardaire virtuel.

Au-delà de leur train de vie personnel, l'idée selon laquelle les grandes fortunes ne pourraient pas jouir de leurs actions sans provoquer la chute du cours a été contredite par le plus riche d'entre eux. En 2022, Elon Musk a vendu pour plus de 23 milliards de dollars d'actions Tesla pour acquérir Twitter. Si le cours boursier de la société a dévissé en 2022, la chute est comparable à celles des autres géants de la Silicon Valley, et s'explique au moins autant par les difficultés réelles de l'entreprise que par la mise en vente d'une partie des actions de Musk. En réalité, les milliardaires n'ont généralement pas besoin de vendre leurs actions pour profiter de la fortune qu'elles représentent. Ils les utilisent simplement comme caution pour obtenir des prêts avantageux. La moitié des actions Tesla de Musk serviraient ainsi de collatéraux (c'est-à-dire de garantie pour les banques) pour des lignes de crédit totalisant 55 milliards de dollars, selon Forbes. Ces prêts lui ont permis de compléter l'achat de Twitter et d'investir dans d'autres sociétés. Warren Buffett contracte des emprunts gigantesques pour obtenir un effet de levier et pouvoir investir encore davantage sur les marchés. Cette technique est également utilisée par les ultra-riches pour réduire considérablement leurs prélèvements fiscaux en déduisant les intérêts des prêts de leurs impôts, tout en évitant de se payer un salaire pour maintenir leur train de vie. Autrement dit, leurs fortunes sont tout sauf virtuelles.

**Taxer les milliardaires découragerait la réussite, l'entrepreneuriat et l'innovation**

Donald Trump débute son autobiographie *The art of the deal* par une confession : « I don't do it for the money ». À de très rares exceptions près, aucun milliardaire ne prétend être motivé par l'argent. Dans leurs nombreuses biographies, ils expliquent exercer leur activité dans le but de contribuer positivement à la société. L'accumulation de richesse serait une conséquence secondaire, pas un objectif en soi. Bernard Arnault se voit comme « un ambassadeur de la culture et de l'héritage français ». Steve Jobs voulait changer le monde. Bill Gates s'est reconverti en philanthrope. Musk souhaite coloniser Mars au nom de la survie de notre espèce et Jeff Bezos veut placer 99 % de l'humanité dans une station spatiale en orbite géostationnaire pour préserver la planète. Même les gestionnaires de fonds privés comme Ray Dialo, dont l'activité consiste exclusivement à spéculer sur les marchés financiers expliquent qu'ils cherchent à faire le bien autour d'eux.

Selon leur philosophie, dans une économie capitaliste, la quantité de valeur que vous apportez à la société se mesure en quantité de dollars que vous gagnez – pas que vous accumulez – puisque le marché ne rémunérerait que ce qui produit de la « valeur » aux yeux du consommateur. Prenons les milliardaires au mot : les taxer jusqu'au dernier centime ne les empêcherait pas de continuer leur activité. Un postulat validé par d'innombrables travaux scientifiques qui prouvent que l'argent n'est pas un facteur de motivation pertinent pour les tâches créatrices, la productivité intellectuelle et l'innovation.

Dans *Le mythe de l'entrepreneur* (La Découverte, 2023) l'économiste Anthony Galluzzo montre comment les milliardaires bâtissent leur fortune sans rien inventer de particulier. L'innovation ne dépend pas d'eux. Au contraire, nombre d'entrepreneurs ont tendance à l'empêcher en brevetant à tout va des idées qui ne sont pas les leurs. Steve Jobs n'a pas inventé la souris ni l'interface graphique qui a fait le succès d'Apple. Bill Gates a imposé des logiciels truffés de défauts en livrant une guerre impitoyable à l'open source et Elon Musk n'a pas fondé Tesla ni développé la première fusée réutilisable. Mark Zuckerberg aurait lancé Facebook en spoliant son cofondateur après avoir subtilisé l'idée de départ à deux camarades d'université et a désormais pratiquement coulé son entreprise avec son obsession pour le Metaverse. Phil Knight s'est contenté d'importer des baskets japonaises aux États-Unis, choisissant le nom « Nike » et le célèbre logo à virgule suite à l'insistance de ces employés. Peter Thiel (PayPal) est incapable d'écrire une ligne de code et affirme que ce ne sont pas les innovateurs qui deviennent riches, mais les entrepreneurs qui savent mobiliser l'innovation pour acquérir

une position monopolistique sur un marché porteur. Taxer les milliardaires ne tuerait pas l'innovation pour la simple et bonne raison qu'ils n'innovent pas particulièrement.

**Ce ne serait pas « juste » car les milliardaires méritent leurs fortunes**

Forbes propose un système de notation de 1 à 10 pour estimer le mérite des 400 Américains les plus riches. Une note de 1 à 4 signifie que le milliardaire a hérité de tout ou de la majorité de sa fortune. La note de 5 est réservée à ceux qui ont hérité d'une entreprise de taille moyenne ou conséquente avant de la faire grandir, ce qui est le cas de Bernard Arnault, Vincent Bolloré et François Pinault. La note de 6 est attribuée aux cadres supérieurs qui ont accédé à une place de dirigeant dans une entreprise qu'ils n'ont pas créée, comme Steve Balmer, successeur de Bill Gates à la tête de Microsoft, ou Tim Cook, qui dirige Apple depuis la mort de Steve Jobs. Ces PDG ont simplement « hérité » de la direction d'une entreprise en situation de quasi-monopole, une position qui aurait enrichi n'importe quel autre cadre supérieur à leur place, compte tenu des salaires mirobolants payés en stock options.

Il faut atteindre la note de 7 pour tomber sur les véritables « entrepreneurs ». De 7 à 8, il s'agit de personnalités ayant grandi dans un milieu très favorisé ou ayant bénéficié d'un coup de pouce significatif de la part de leurs proches. Ainsi, Elon Musk a fondé sa première entreprise avec son frère grâce à un prêt de 25.000 dollars de son père (45 000 euros en valeur actuelle). Jeff Bezos a profité des 300.000 dollars injectés par ses parents dans son entreprise (un demi-million d'euros en prenant en compte l'inflation). Bill Gates a lui bénéficié de l'influence politique de ses parents pour obtenir un énorme contrat avec IBM, malgré son inexpérience. Richard Branson, le patron de Virgin qui aime sauter en parachute avec Barack Obama sur son île privée, a obtenu un don de 200.000 euros de sa famille pour créer son studio d'enregistrement. Tous ces entrepreneurs bénéficient d'un score de 8.

Enfin, les notes de 9 et 10 sont réservées aux personnes issues de milieux défavorisés, comme le cofondateur de Google Sergey Brin. Avec Larry Page, il s'inspire des travaux de Jon Kleinberg pour mettre au point un nouveau type d'algorithme permettant d'effectuer des recherches sur internet, dans le cadre de son doctorat financé par des fonds publics. Un troisième étudiant, Scott Hassan, se charge d'écrire le code informatique avant de quitter le projet. Page et Brin parviennent à lever un million de dollars auprès de leurs proches afin de fonder Google, encouragés par plusieurs mentors après avoir échoué à vendre leur algorithme à divers moteurs de recherche existants. Dès le début, ils embauchent un PDG expérimenté pour développer l'entreprise. Peut-on quand même parler de self-made-men ? Même Rihanna (score de 10 en tant que femme noire issue des classes populaires) est devenue milliardaire grâce à sa ligne de cosmétique lancée par LVMH et est accusée d'exploiter des enfants indiens.

Au final, seuls 19 % des 400 plus grandes fortunes américaines obtiennent un score de 9 ou 10. En France, c'est encore pire : le Financial Times notait que 80 % de la richesse des hauts patrimoines français provient de l'héritage. En appliquant les critères de Forbes au classement du magazine Challenges, on constate que les neuf premiers milliardaires sont des héritiers. Mais il est difficile de qualifier les suivants de méritants. La famille Castel, dixième, échappe au label péjoratif car le patriarche de 97 ans est encore en vie. Patrick Drahi, onzième, a fait fortune en empruntant de l'argent pour acheter, restructurer et revendre des entreprises. Autrement dit, il a mené des OPA hostiles, puis licencié des salariés. Xavier Niel, douzième, a amassé le capital nécessaire au lancement de Free en investissant l'argent gagné via le minitel rose dans des peep show. Une activité qui lui vaudra de passer un mois en prison pour soupçons de proxénétisme avant d'être condamné pour recel et abus de bien sociaux.

Quelles soient héritées ou bâties « à partir de rien », les grandes fortunes reposent quasi systématiquement sur trois éléments : l'exploitation débridée des salariés, le non-respect de la loi, et le soutien de la puissance publique.

L'exploitation prend diverses formes, de celle exercée par Steve Jobs sur ses collaborateurs poussés au burn-out après s'être accaparé le mérite des inventions de son ami et cofondateur Steve Wozniak, jusqu'aux employés d'Amazon contraints de déféquer dans des sacs en plastique pour livrer les colis à temps. Les épidémies de suicides dans les entreprises d'assemblage d'iPhone, les ouvriers de Tesla contraints de travailler en plein Covid et de dormir sur site pendant des semaines, les ingénieurs de Space X abandonnés sur une île déserte, les vêtements des grandes marques fabriqués par des enfants en Asie... Les exemples abondent.

SOURCE lvs.fr

## BANQUE TUNISO-LIBYENNE Un levier incontournable pour renforcer les relations tuniso-libyennes

La Banque Tuniso-Libyenne (BTL), banque leader dans le financement du commerce extérieur, accompagne les entreprises tunisiennes et libyennes en organisant des rencontres bilatérales pour favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays et assurer leur accès au marché africain.

En tant que correspondant de toutes les banques libyennes, la BTL offre des services financiers complets pour soutenir les entreprises dans leur expansion sur le marché africain. Cela inclut des prêts à l'exportation, des garanties de crédit, des financements structurés, et des services de change pour faciliter les transactions commerciales.

La Libye a toujours été un marché potentiel pour la Tunisie non seulement eu égard à sa proximité géographique mais aussi à la bonne relation de voisinage ancestrale qui existe entre les deux pays. Toutefois, les bouleversements qu'a connus l'économie libyenne cette dernière décennie, se sont traduites par une instabilité politique qui a ralenti les échanges économiques avec ce pays.

La reprise de ce marché permettrait à la Tunisie, non seulement, de récupérer sa place dans celui-ci mais, aussi, de lui offrir de nouvelles opportunités en matière d'échange, d'investissement et d'emploi. Ceci est d'autant plus vrai que ce pays, qui est riche en ressources naturelles, présente de nombreuses perspectives en termes d'énergie, d'agriculture et d'agro-industrie et de bon nombre d'activités productives, et de services à forte valeur ajoutée.

Les produits textiles et cuirs prédominent les exportations tunisiennes sur la période 2001-2020, les principaux produits importés par la Libye occupent aussi des parts relativement importantes dans les exportations tunisiennes de biens traduisant, de la sorte, la présence d'une certaine complémentarité entre l'offre d'exportation tunisienne et la demande d'importation libyenne.

Un tel résultat est confirmé par l'indice de complémentarité qui a atteint 41% en moyenne par an sur la période 2001-2020 ce qui laisse déduire que la Libye constitue un marché non suffisamment exploité par les exportateurs tunisiens. Ainsi, une orientation plus poussée vers ce marché pourrait réduire, sans aucun doute, la vulnérabilité de l'économie tunisienne qui dépend particulièrement des pays de l'UE. Ceci est d'autant plus réalisable si la Libye arrive à relancer son activité économique ce qui va, de nouveau, impulser l'économie tunisienne et lui offrir de nouvelles opportunités.

L'examen de l'évolution des exportations de biens de la Tunisie vers la Libye et de celles de ses autres fournisseurs montre que parmi les pays du Maghreb, seule la Tunisie figure dans le groupe des 20 premiers exportateurs vers la Libye et occupe une position satisfaisante. Toutefois, la Tunisie a perdu une part de marché (3,9% en 2020).

Dans une déclaration, en marge de l'ouverture, le 16 janvier 2023, de la première édition de la foire tuniso-libyenne, pour le développement du commerce et de l'industrie dans la ville de Misrata tenue sous le signe : « La Tunisie et la Libye, portail de l'Afrique », le chef du gouvernement d'union nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah a indiqué que « la coopération entre les deux pays allait se poursuivre, tant qu'on est sur cette terre ».

La foire tuniso-libyenne pour le développement du Commerce et de l'Industrie s'est ouverte, du 16 au 18 janvier 2023, à Misrata, dans sa première édition a été organisée par la chambre de Commerce, et d'industrie de Misrata, et le centre d'affaires tuniso-libyen, cette foire vise à faire connaître les spécificités de Misrata aux différents opérateurs économiques, laquelle constitue un point de transit vers l'Afrique.

## MAROC

# Pas moins de 4,3 millions de jeunes ont quitté l'école

*Pas moins de 4,3 millions de jeunes marocains ont quitté l'école et n'ont reçu aucune formation pour intégrer le marché du travail, des déséquilibres auxquels s'ajoutent des difficultés d'accès aux services de santé, notamment dans le monde rural et les régions montagneuses, indique mardi un organisme marocain.*

Le chef du Conseil économique, social et environnemental, Ahmed Reda Al-Shami, a déclaré qu'"un pourcentage important du capital humain jeune au Maroc évolue en dehors de l'école, en dehors de la formation et en dehors du marché du travail, soit 4,3 millions de jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 34 ans". Les politiques et programmes publics adoptés au cours des deux dernières décennies dans le pays sont loin de relever le défi en

matière d'éducation et de santé, de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales, d'amélioration du revenu et de l'inclusion économique et sociale, d'après le responsable.

Selon ce dernier, il existe "de nombreuses insuffisances qui entravent la libération des énergies du capital humain au Maroc". Il a expliqué que parmi les plus importants de ces déséquilibres enregistrés, figurent "la faiblesse et le manque de formation conti-

nue du capital humain et la déperdition scolaire sous toutes ses formes, auxquels s'ajoutent les difficultés d'accès aux services de santé, notamment dans le monde rural et les régions montagneuses et l'offre limitée de santé publique pour les pauvres".

A cela s'ajoute également le faible pourcentage de participation des femmes à l'activité économique, qui reste dans les limites de 20% ces dernières années.

## Ramadhan en Tunisie

### Le gouvernement anticipe

Ramadan arrive. Les Tunisiens vont accueillir leur mois préféré de l'année. Une période sacrée qu'ils attendent certes, avec impatience, mais la hantise des pénuries et de la flambée des prix gâche leur enthousiasme.

Le Président de la République Kaïs Saïed, qui a ouvert le front de l'amélioration du pouvoir d'achat, veut que Ramadan 2023 se passe sans encombre. Il a donné des instructions claires, à maintes reprises, au gouvernement afin de mettre en place toutes les conditions nécessaires pour une large disponibilité des produits alimentaires à des prix abordables. Cela à travers la poursuite sur la même cadence de la lutte contre la spéculation.

En fait, le mois sacré de cette année coïncide avec une situation très difficile marquée par une inflation galopante et l'érosion du pouvoir d'achat des petites bourses qui n'arrivent toujours pas à subvenir aux besoins essentiels de leurs familles et qui attendent la mise en place des marchés de proximité et les points de vente officiels.

Le grand défi sera d'éviter que les spéculateurs ne reprennent la main sur le marché et qu'ils ne jouent avec les prix des autres produits en provoquant des pénuries ou en justifiant cela par des problèmes d'importation des matières premières. Le seul remède demeure la multiplication des opérations de contrôle.

#### Régularité des marchés

L'examen de la situation d'approvisionnement du marché en produits de base et la maîtrise des prix, ainsi que la poursuite de l'exécution du programme du contrôle économique, notamment au cours du mois de Ramadan, ont été au centre d'une réunion présidée par le ministre du Commerce et du Développement des exportations, Kalthoum Ben Rejeb, et les présidents de l'Organisation de défense du consommateur (ODC), Amar Dhaya, et de l'Organisation tunisienne pour informer le consommateur, Lotfi Riahi, au cours de laquelle, le ministre a affirmé que son département a pris toutes les mesures adéquates pour assurer, durant le mois sacré, la régularité de l'approvisionnement du marché, en différents produits agricoles, et en matière de stocks stratégiques, outre la poursuite de son programme de contrôle

économique. Ben Rejeb a précisé que les structures du ministère œuvrent d'arrache-pied à approvisionner le marché de tous les produits de consommation, à améliorer l'offre et à fournir les produits qui enregistrent une pénurie, en recourant à l'importation en vue de régulariser le marché, précisant que le rythme d'approvisionnement du marché en légumes sera normal. Concernant la question de la hausse des prix de certains produits de base au cours de cette période, le ministère de tutelle s'apprête à déployer des efforts supplémentaires pour lutter contre les dépassements et les pratiques illicites à même de nuire à l'intérêt public et aux droits du consommateur, maintenir la veille et le suivi pour prévenir et remédier à toute insuffisance d'approvisionnement pouvant être relevée au niveau national ou régional.

Le ministère du Commerce compte, également, offrir au consommateur plusieurs choix, tels que la possibilité de généraliser la création des points de vente du producteur au consommateur dans le cadre du système de l'économie sociale et solidaire.

#### A quoi il faut-il s'attendre ?

C'est dire que les préparatifs vont bon train pour accueillir le mois de Ramadan dans les meilleures conditions possibles et garantir la disponibilité des produits de première nécessité sur le marché en vue de ce qui le caractérise aujourd'hui.

De nombreux citoyens se demandent déjà à quoi il faut s'attendre durant le mois sacré de cette année en matière de prix et de disponibilité des produits dont certains sont actuellement absents des étals ?

Le ministère du Commerce réussira-t-il dans sa mission de régulateur su marché ? Comment remettre de l'ordre dans un secteur plongé dans une crise pendant des années ?

L'envolée des prix de produits de large consommation à l'approche du mois de Ramadan inquiète aussi le consommateur qui est perdu entre le discours rassurant et la réalité du terrain.

La situation du marché est devenue immaîtrisable et les mesures coercitives prises par les autorités pour éradiquer le phénomène de la spéculation n'ont pas encore abouti aux résultats espérés.

## MAURITANIE

### Accord d'exploration et de partage de production avec la Compagnie

#### SHELL

La Mauritanie et la Compagnie internationale Shell ont signé, mardi à Nouakchott, un accord d'exploration et de partage de production au niveau de la section C2 du bassin côtier dans les eaux territoriales mauritaniennes.

L'accord, qui confirme l'attractivité de notre pays et sa capacité à attirer d'importants investissements étrangers, vise à élargir l'espace des relevés sismiques 3D dans des endroits précis supposés contenir des hydrocarbures. L'accord a été signé côté mauritanien par M. Abdesselam Mohamed Saleh, ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie, et par le premier vice-président de la compagnie Shell, chargé des opérations d'exploration dans la zone ouest et les eaux profondes, M. William Langin.

Dans le mot qu'il a prononcé pour la circonstance, le ministre a indiqué que l'accord traduit la qualité et le poids du partenariat stratégique liant l'Etat mauritanien et la Compagnie Shell.

Il a ajouté que ce partenariat revêt un intérêt particulier pour le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, et que le ministre s'emploie à le développer à travers d'autres formes de partenariat dans des domaines comme l'exploration, la formation et l'aide technique.

Ould Mohamed Salem a, également, affirmé que la signature de cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République visant à exploiter nos potentialités énergétiques et l'intégration du secteur des hydrocarbures dans le circuit économique.

Le ministre a, en outre, souligné que Shell, a déjà, dans le cadre de ce partenariat, réalisé 6205 km<sup>2</sup> de relevés sismiques 3D au cours de la phase d'exploration actuelle au niveau de la section C10, dont l'analyse des données a abouti à des indices d'hydrocarbures dans certains endroits.

De son côté, le premier vice-président de Shell a exprimé sa gratitude au département du pétrole, des mines et d'énergie en Mauritanie pour sa collaboration exemplaire et fructueuse avec sa compagnie.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère et de la Cheffe de la division des nouveaux partenariats à Shell, au côté du directeur de sa filiale en Mauritanie.

## AFRIQUE

# La production d'hydrogène vert passera de 10 000 tonnes en 2022 à 4 millions de tonnes en 2030

Les dirigeants africains se sont engagés, vendredi à Addis-Abeba, à prendre des mesures immédiates pour intégrer dans leurs plans de développement nationaux les recommandations du rapport Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique, que vient de publier la Banque africaine de développement.

Le continent est l'une des deux principales régions du monde qui disposent du meilleur potentiel de production de l'hydrogène vert à des coûts compétitifs. La plupart des projets qui y seront implantés sont orientés vers l'exportation. La production d'hydrogène vert en Afrique devrait enregistrer une croissance exponentielle durant les prochaines années pour atteindre 4 millions de tonnes en 2030 contre 0,01 million de tonnes en 2022, selon un rapport publié par le cabinet de recherche et d'intelligence économique Rystad Energy. Le rapport, qui se base sur le portefeuille des projets déjà annoncés ces dernières années, souligne que le continent africain et le Moyen-Orient sont les deux régions qui disposent du meilleur potentiel de production de l'hydrogène par l'électrolyse

de l'eau en utilisant une électricité issue exclusivement de sources renouvelables. Ces deux régions, qui sont capables de produire de l'hydrogène vert à des coûts compétitifs par rapport aux autres régions du monde grâce à leurs abondantes ressources en termes d'ensoleillement et de vent, devraient devenir de véritables hubs énergétiques spécialisés dans l'exportation de l'hydrogène propre durant les prochaines décennies. D'autant plus que la demande domestique pour cette énergie ne sera pas forte au regard de la structure des économies en Afrique et au Moyen-Orient.

A l'échelle mondiale, l'Europe et l'Amérique du Nord resteront cependant en tête du classement des régions qui produiront les plus grands volumes d'hydrogène, tous types confondus, d'ici 2030. Ces deux régions concentrent plus de la moitié des

quelque 700 projets annoncés au plan mondial. Elles devraient produire 24 millions de tonnes par an à la fin de la décennie en cours sur une capacité mondiale de 40 millions de tonnes par an. Le rapport révèle également que 242 projets d'usines d'hydrogène, tous types confondus, ont été annoncés en 2022. Ces projets représentent une capacité de production cumulée additionnelle de 22,5 millions de tonnes.

## Une forte demande en Asie, en Amérique du Nord et en Europe

Sur les projets annoncés durant l'année écoulée, 64% ont l'hydrogène comme produit final, avec une capacité de production de 11 millions de tonnes et 25% produiront de l'ammoniac.

## DANS LA STATION BALNÉAIRE DE VICTORIA FALLS

### Le Zimbabwe prévoit de créer un centre financier offshore

Le futur centre financier offshore devrait offrir aux investisseurs des incitations fiscales et des garanties relatives au rapatriement des fonds. Des terrains seront également offerts aux banques pour les encourager à installer leurs bureaux dans le pays.

Le Zimbabwe prévoit de créer un centre financier offshore dans la station balnéaire de Victoria Falls, à l'image de ceux de Dubaï et de l'île de Man pour attirer les investissements étrangers, a rapporté Bloomberg, lundi 20 février, citant le ministre zimbabwéen des Finances, Mthuli Ncube (photo).

« L'élément déclencheur est le succès du Victoria Falls Stock Exchange Limited (VFEX) », a déclaré M. Ncube, en référence à la Bourse de Victoria Falls sur laquelle les transactions sont libellées en dollar américain.

« Nous voulons rivaliser avec n'importe quel centre financier offshore dans le monde. Le projet offrira aux investisseurs un environnement comparable à ceux de l'île de Man, de l'île Maurice et de Dubaï », a-t-il ajouté.

Le ministre a également précisé que le centre financier de Victoria Falls offrira aux investisseurs des incitations fiscales et des garanties relatives au rapatriement des fonds, tout en indiquant que des terrains seront mis à la disposition des banques internationales pour les encourager à installer des bureaux dans le pays.

Le gouvernement zimbabwéen a déjà nommé Marc Holtzman, un banquier américain chevronné qui dispose de 35 ans d'expérience sur les marchés émergents, à la tête du conseil d'administration du futur centre.

## APRÈS LE NON-PAIEMENT DU COUPON D'UN EUROBOND

### Fitch Ratings dégrade la note du Ghana à « défaut restreint »

En proie à une grave crise économique, Accra a annoncé le 19 décembre dernier la suspension du paiement des échéances sur une partie de ses dettes extérieures, dont les eurobonds et les prêts commerciaux. L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé, dans un communiqué publié ce mardi 21 février, la dégradation de la note souveraine du Ghana à « RD » (Restricted Default ou défaut restreint) après que ce pays d'Afrique de l'Ouest a manqué la date limite du paiement du coupon de l'un de ses eurobonds.

Le Ghana n'a pas procédé au paiement d'un coupon de 40,6 millions de dollars sur un eurobond d'un milliard de dollars qui arrivera à maturité en 2026, dans le cadre de la décision du gouvernement de suspendre le paiement de la majeure partie de la dette extérieure du pays.

« La dégradation de la note de défaut émetteur en devises étrangères à long terme du Ghana reflète l'expiration, le 17 février 2023, de la date butoir pour le paiement d'un coupon de 40,625 millions de dollars sur son eurobond de 1 milliard de dollars qui arrivera à maturité le 18 janvier 2026 », a souligné l'agence.

Le gouvernement ghanéen avait annoncé, le 19 décembre dernier, la suspension provisoire du paiement de la majeure partie de sa dette extérieure. Cette mesure qui concerne les eurobonds, les prêts commerciaux à terme et la plupart des dettes bilatérales vise à « empêcher une nouvelle détériora-

tion de la situation économique, financière et sociale » du Ghana « dans l'attente d'accords futurs » avec tous les créanciers du pays.

Accra a officiellement demandé, le 10 janvier dernier, à ses créanciers bilatéraux officiels une restructuration de sa dette au titre du Cadre commun du G20 afin de réduire sa dette globale estimée à 105 % du PIB en 2022.

Le Ghana est aux prises avec une grave crise économique consécutive au ralentissement provoqué par la pandémie du coronavirus et les retombées de la guerre en Ukraine. Alors que le remboursement de la dette siphonne environ 70% des recettes publiques, l'inflation dépasse 50%, tandis que la monnaie locale s'est dépréciée de plus 50% depuis début 2022.

Pour tenter de remettre à flot les finances publiques, le Ghana a conclu, le 12 décembre dernier, un accord préliminaire avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un plan de sauvetage de 3 milliards de dollars, en contrepartie d'un programme de réformes visant notamment à « rétablir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette ». L'institution financière multilatérale avait cependant estimé que la dette publique du Ghana, qui s'élève à 393,4 milliards de cedis (38 milliards de dollars) n'était pas viable, et a invité les autorités à procéder à une restructuration de cette dette pour bénéficier du plan de sauvetage.

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

### La Chine s'oppose à un rapport pointant les déséquilibres du méga-contrat « mines contre infrastructures »

Un nous permettra de surveiller les situations d'endettement. Nous avons l'intention de disposer de données en temps réel concernant la gestion de la dette dans tous les pays d'Afrique », a déclaré Albert Muchanga, le commissaire de l'UA pour le développement économique, le commerce, le tourisme, l'industrie et les mines lors d'une conférence de presse tenue à Addis-Abeba. Selon lui, l'objectif de cette « banque de données » sur les situations budgétaires des divers pays membres de l'UA est de « mettre en place un système d'alerte précoce ».

L'observatoire de la dette constitue la première initiative du genre lancée par l'organisation panafricaine, qui s'est traditionnellement concentrée sur le volet politique.

Selon une étude publiée par l'ONG britannique Debt Justice en juillet 2022, les dettes extérieures cumulées des pays africains s'élèvent à 696 milliards de dollars. 35 % de ces stocks de dettes sont dus à des créanciers privés occidentaux, contre 12 % dus à des créanciers chinois, 39% à des institutions multilatérales (Banque mondiale, FMI, BAD, etc.) et 13% à d'autres créanciers bilatéraux publics.

Alors que 60% des pays africains courent un risque élevé de surendettement selon un rapport publié récemment par le Fonds monétaire international (FMI), quatre pays du continent ont déjà demandé la restructuration de leur dette au titre du Cadre commun du G20 sur le traitement de la dette (Zambie, Ethiopie, Tchad et Ghana).

## USINE DE PIED DE LOM PANGAR

### La disponibilité des premiers MW annoncée pour mai 2023, après deux renvois en 2022

Au sortir d'une visite de chantier, le 16 février 2023, Théodore Nsangou, le directeur général d'EDC, l'entreprise de patrimoine du secteur de l'électricité au Cameroun, a annoncé que l'usine de pied du barrage de Lom Pangar débitera finalement ses premiers mégawatts en mai 2023, ce qui correspond au 2e trimestre de l'année courante. « Nous avons fait une visite détaillée. Nous avons vu que tout le génie civil est terminé. Le montage du groupe n°1 est achevé », a indiqué le DG d'EDC.

C'est la 3e fois que la mise en service partielle de cette infrastructure est reportée depuis novembre 2021. Initialement prévue au premier semestre 2022, puis finalement en décembre 2022, la disponibilité dans le réseau électrique nationale des premiers mégawatts de l'usine de pied du barrage de Lom Pangar avait par la suite été reportée pour le premier trimestre 2023, en raison des retards pris sur le chantier pour cause de Covid-19. Finalement, cette infrastructure ne devrait être partiellement opérationnelle qu'au 2e trimestre 2023, pour des raisons qui n'ont pas été détaillées. Cependant, avec la mise en service prochaine de cette usine, les populations des 150 villages destinés à être approvisionnés par les 30 MW de l'usine peuvent commencer à voir poindre à l'horizon les bienfaits d'une énergie électrique stable. Ce d'autant plus que les travaux de construction de la ligne de transport de 105 km par la société française Cegelec sont d'ores et déjà achevés.

**Les Enjeux**  
*Eco*

**Publicité**

**Appelez le**

**06 98 16 55 54**

## PENDANT LA PRÉSIDENTIE D'UN AN DU BLOC PAR NEW DELHI L'Inde ne veut pas que le G20 discute de nouvelles sanctions contre la Russie

*L'Inde ne veut pas que le Groupe des 20 nations discute de sanctions supplémentaires à l'encontre de la Russie pour son invasion de l'Ukraine pendant la présidence d'un an du bloc par New Delhi, ont déclaré à Reuters six hauts responsables du gouvernement indien.*

**E**n marge d'un important rassemblement du G20 en Inde, les dirigeants financiers des pays du Groupe des Sept (G7) se réuniront le 23 février, la veille du premier anniversaire de l'invasion, pour discuter des mesures à prendre contre la Russie, a déclaré mardi le ministre des finances du Japon.

Les responsables, qui sont directement impliqués dans la réunion des ministres des finances et des chefs des banques centrales du G20 de cette semaine, ont déclaré que l'impact macroéconomique de la guerre serait discuté mais que l'Inde ne souhaite pas délibérer sur des actions supplémentaires contre la Russie. "L'Inde ne souhaite pas discuter ou soutenir des sanctions supplémentaires contre la Russie pendant le G20", a déclaré

l'un des responsables. "Les sanctions existantes contre la Russie ont eu un impact négatif sur le monde".

Un autre fonctionnaire a déclaré que les sanctions n'étaient pas une question relevant du G20. "Le G20 est un forum économique pour discuter des questions de croissance". Le porte-parole du gouvernement indien et des ministères des finances et des affaires étrangères n'ont pas immédiatement répondu aux demandes de commentaires.

Le ministre indien des Affaires étrangères, S. Jaishankar, a précédemment déclaré que la guerre avait affecté de manière disproportionnée les pays les plus pauvres en augmentant les prix du carburant et de la nourriture. Les voisins de l'Inde - le Sri Lanka, le Pakistan et le Bangladesh - ont tous sollicité des prêts auprès du

Fonds monétaire international au cours des derniers mois pour surmonter les difficultés économiques engendrées par la pandémie et la guerre.

Le secrétaire adjoint au Trésor américain, Wally Adeyemo, a déclaré mardi que Washington et ses alliés prévoient dans les prochains jours d'imposer de nouvelles sanctions et des contrôles à l'exportation qui viseraient l'achat par la Russie de biens à double usage comme les réfrigérateurs et les micro-ondes afin de décrocher les semi-conducteurs nécessaires à son armée. Les sanctions chercheraient également à faire davantage pour endiguer le débordement de pétrole et d'autres biens soumis à des restrictions par les pays frontaliers.

En outre, M. Adeyemo a déclaré que les responsables d'une coalition de plus de 30

pays avertiraient les entreprises, les institutions financières et les particuliers qui font encore des affaires avec la Russie qu'ils s'exposent à des sanctions s'ils continuent à le faire.

Le gouvernement du Premier ministre indien Narendra Modi n'a pas ouvertement critiqué Moscou pour l'invasion et a plutôt appelé au dialogue et à la diplomatie pour mettre fin à la guerre. L'Inde a également fortement augmenté ses achats de pétrole à la Russie, son plus grand fournisseur de matériel de défense.

Jaishankar a déclaré cette semaine à l'ANI, partenaire de Reuters, que les relations de l'Inde avec la Russie avaient été "extraordinairement stables et qu'elles l'avaient été à travers toutes les turbulences de la politique mondiale".

### FRANCE

#### Recul des créations d'entreprises en janvier

**L**es créations d'entreprises en France ont reculé de 5,1% à 86.798 sur un mois en janvier, après avoir fléchi de 3,3% en décembre, a rapporté l'Insee mercredi qui met toutefois en garde contre la fragilité de ces données. Cette baisse des immatriculations est due à une chute de 7,8% des installations d'entreprises classiques, à 32.404, ainsi qu'à une baisse moins marquée (-3,3%, à 54.394) du nombre de nouveaux auto-entrepreneurs, qui représentent près des deux tiers du total, détaille l'Institut national de la Statistique.

Mais l'Insee avertit que cette diminution des immatriculations intervient alors que la mise en place au 1er janvier du guichet unique des formalités d'entreprises sur le site de l'Inpi, qui a connu de nombreuses difficultés, "fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises".

"Les évolutions des créations d'entreprises doivent donc être inter-

prêtées avec une grande prudence", met en garde l'institut.

En 2022, les créations d'entreprises en France avaient enregistré un nouveau record, avec 1,078 million d'immatriculations.

En janvier, les immatriculations ont baissé dans la plupart des secteurs et notamment dans l'industrie, où elles ont dévissé de 21,1%, devant le secteur transport et entreposage, en baisse de 10,8%, détaille l'Insee.

Ce dernier secteur, qui comprend les livraisons à domicile, avait connu un fort développement durant la crise sanitaire. Les créations d'entreprises y ont reculé d'un tiers sur les 12 derniers mois, par rapport à la même période un an plus tôt.

Sur l'ensemble des secteurs, il s'est créé 17,9% d'entreprises en plus sur les 12 derniers mois, et même 19,7% sur les trois derniers mois (novembre, décembre, janvier) par rapport à la même période un an auparavant.

### EN 2025

#### La Thaïlande va bannir l'importation de certains déchets plastiques

La Thaïlande va interdire en 2025 l'importation de certains déchets plastiques afin de lutter contre la pollution, a annoncé le gouvernement, mais des ONG environnementales ont regretté une décision ne couvrant qu'une partie du problème. «En 2024, l'importation de déchets plastiques sera réduite à 50% des capacités de production» actuelles, a déclaré mardi la porte-parole adjointe du gouvernement, Tipana Sirichana. «À partir de la fin 2024, la Thaïlande n'importera plus de déchets plastiques pour éviter la pollution», a-t-elle assuré depuis Bangkok, à la sortie de la réunion des ministres. Le royaume appartient aux plus gros importateurs de déchets plastiques au monde, avec la Malaisie, le Vietnam, la Turquie ou l'Indonésie, où terminent les ordures de pays plus développés.

De janvier à novembre 2022, la Thaïlande a importé plus de 163.000 tonnes de déchets plastiques, la moitié provenant du Japon et des États-Unis, selon des données officielles. Des ONG de protection de l'environnement ont pointé du doigt une décision qui allait dans le

bon sens, mais qui manquait d'englober la totalité de la question. Les autorités se basent sur une définition limitée, qui ne prend pas en compte les résines plastiques par exemple, a expliqué auprès de l'AFP Tara Buakamsri, directeur Thaïlande pour Greenpeace.

«Ce n'est pas une interdiction d'importation de tous les déchets plastiques», a-t-il insisté. «C'est un pas en avant (...) mais pas une solution complète. Les agences gouvernementales et la société civile doivent continuer à surveiller si des plastiques sont toujours importés» par d'autres canaux, a expliqué Punyathorn Jeungsmarn, de l'ONG environnementale EARTH.

Les conteneurs de déchets ne sont pas «pas toujours complètement inspectés» dans les ports, créant des failles qui profitent au marché noir, a rappelé l'activiste. Le marché mondial du recyclage a été bouleversé par la décision de la Chine de fermer sa porte à la majorité des types de déchets plastiques en 2018. L'Asie du Sud-Est est devenue une destination privilégiée, mais elle n'a pas les capacités pour trai-

ter cet afflux de déchets qui termine le plus souvent dans la nature.

#### La Chine se dit préoccupée par le renforcement militaire du Japon

**Le vice-ministre chinois des Affaires étrangères a déclaré à son homologue japonais que Pékin était très préoccupé par le renforcement militaire décidé par Tokyo, lui reprochant d'adopter une "mentalité de Guerre froide". "Pour être honnête, nous sommes préoccupés par la publication par le Japon de documents relatifs à sa nouvelle défense et à sa sécurité", a déclaré mercredi Sun Weidong à Shigeo Yamada. Les discussions, qui portaient sur la sécurité, ont été organisées afin d'apaiser les tensions entre les deux voisins, alors que Tokyo redoute que Pékin ne lance une opération militaire contre Taïwan.**

### SÉCHERESSE

#### La France en «état d'alerte»

Le ministre, qui était invité sur Franceinfo ce mercredi matin, a annoncé la tenue ce jeudi d'un comité d'anticipation sécheresse suivi d'une réunion avec l'ensemble des préfets lundi.

Invité de la matinale de Franceinfo, le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires Christophe Béchu s'est exprimé sur la situation de sécheresse que connaît la France depuis plusieurs mois. «C'est l'hiver le plus sec depuis 1959» a rappelé le ministre. Alors que des précipitations sont attendues sur une partie du pays ce mercredi 22 février, après 31 jours sans pluie significative, Christophe Béchu a déclaré la France «en état d'alerte».

Dans ce contexte, le ministre a annoncé la tenue ce jeudi d'un comité d'anticipation sécheresse suivi d'une réunion, lundi 27 février, avec l'ensemble des préfets. «On va regarder territoires par territoires où on est» a-t-il indiqué. Le ministre confirme que des mesures de restrictions «soft» pourraient être prises lundi, applicables à partir du mois de mars, «pour éviter des situations catastrophiques» cet été. Dans une perspective d'anticipation, il appelle «dès maintenant» à faire des efforts, notamment sur le remplissage des piscines. À ce jour, 8 départements sont concernés par une restriction au-delà de la vigilance sur au moins une partie du territoire. 4 départements sont placés en vigilance : Ille-et-Vilaine, Jura, Lozère et Savoie.

Un «grand plan eau»

Le niveau des réserves souterraines en eau préoccupe particulièrement les climatologues. Les nappes phréatiques de l'Hexagone auraient en effet «deux mois de retard en termes de remplissage», selon Christophe Béchu. «C'est rattrapable mais on a besoin d'un mois de mars pluvieux, nous avons deux mois devant nous» poursuit le ministre. En première ligne, les agriculteurs sont également inquiets. Christophe Béchu a tenu à les rassurer : «Il n'y a pas d'agriculture sans eau. Ce serait hypocrite d'empêcher les agriculteurs de produire si c'est pour importer», a-t-il estimé.

Un «grand plan eau» d'une cinquantaine de mesures sera présenté dans les prochains jours.

### ALLEMAGNE

#### L'inflation confirmée à 9,2% sur un an en janvier

La hausse des prix à la consommation en Allemagne, calculée aux normes européennes (IPCH), a atteint 9,2% sur un an en janvier, après une augmentation de 9,6% en décembre, a annoncé mercredi Destatis, l'institut fédéral de la statistique, confirmant sa première estimation. Sur un mois, la hausse de l'inflation IPCH est ressortie à 0,5%, un chiffre également conforme à la première estimation. Aux normes allemandes, les prix à la consommation ont augmenté de 8,7% sur un an en janvier et de 1,0% d'un mois à l'autre. L'inflation a été révisée à +8,1% en décembre et à +8,8% en novembre.

"Après un ralentissement à la fin de l'année dernière, le taux d'inflation reste donc à un niveau élevé", a souligné Ruth Brand, présidente de Destatis.

Les ménages allemands se sont notamment acquittés en janvier de factures plus élevées dans l'énergie, malgré les aides gouvernementales, et dans l'alimentation, a-t-elle précisé.

Les prix des produits énergétiques ont bondi de 23,1% et ceux de l'alimentation de 20,3% en rythme annuel.

## POINTS-MARCHÉ

## L'Europe dans le rouge avec les matières premières, les taux pèsent

Les principales Bourses européennes sont orientées à la baisse mercredi en matinée dans le sillage de la clôture en net repli la veille de Wall Street, les derniers indicateurs macroéconomiques plaidant pour un relèvement prolongé des taux d'intérêt.

## BOURSE DE TOKYO

## Gagnée par les craintes mondiales de resserments monétaires

La Bourse de Tokyo était en net recul mercredi matin après la plongée la veille des taux à Wall Street, préoccupée comme l'ensemble des marchés par la probable poursuite des resserments monétaires par les banques centrales. L'indice vedette Nikkei cédait 1,01% à 27.195,65 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix lâchait 1% à 1.977,46 points.

La Bourse de New York, de retour d'un week-end de trois jours, a plongé mardi, crispée par l'incertitude au sujet des futures décisions de la Réserve fédérale américaine sur les taux et la flambée des rendements obligataires.

L'ambiance a aussi été assombrie par des inquiétudes sur les perspectives de deux géants de la distribution américains, Walmart et Home Depot, considérés comme des baromètres de la consommation.

## Du côté des valeurs

Le numéro un mondial de l'automobile Toyota (-1,53% à 1.861 yens) prévoirait de produire des véhicules électriques aux États-Unis dès 2025, a rapporté le quotidien économique Nikkei, alors que Toyota a annoncé la semaine dernière sa volonté d'accélérer sa présence dans ce segment. L'adaptation d'une usine existante dans l'État du Kentucky pour y produire des voitures électriques en parallèle de sa production de véhicules à essence, ainsi que les investissements déjà annoncés pour fabriquer des batteries électriques en Caroline du Nord, permettraient à Toyota de fabriquer ses véhicules électriques entièrement aux États-Unis, son premier marché.

Le géant du jeu vidéo Nintendo (-1,38% à 5.337 yens) et l'américain Microsoft ont confirmé lundi la signature d'un accord de 10 ans pour rendre disponible sur les consoles de Nintendo les jeux «Call of Duty» dès leur sortie.

Le rachat annoncé en janvier 2022 par Microsoft de l'éditeur Activision Blizzard, à l'origine de cette très populaire franchise de jeux vidéo, est dans le collimateur de plusieurs autorités de régulation de la concurrence estimant que cela pourrait nuire à la liberté de choix des consommateurs. Le yen remontait face au dollar, qui valait 134,73 yens vers 01H10 GMT contre 135,01 yens mardi à 21H00 GMT. La devise japonaise s'appréciait aussi par rapport à l'euro, qui se négociait pour 143,61 yens contre 143,76 yens la veille.

Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0660 dollar contre 1,0648 dollar mardi. Le marché du pétrole reculait: vers 01H00 GMT le baril de WTI américain perdait 0,3% à 76,13 dollars.

À Paris, le CAC 40 cède 0,59% à 7.265,53 vers 08h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,59% et à Francfort, le Dax fléchit de 0,45%.

L'indice EuroStoxx 50 recule de 0,55%, le FTSEurofirst 300 de 0,33% et le Stoxx 600 de 0,6%.

Wall Street a enregistré mardi sa pire séance depuis le début de l'année avec un repli d'environ 2% pour les indices Dow Jones et S&P-500, ainsi qu'une baisse de 2,50% pour le Nasdaq Composite, sur fond de remontée des rendements obligataires après la publication des PMI américains, qui ont montré que l'activité avait rebondi en février à son plus haut niveau depuis huit mois.

Les investisseurs attendent désormais à

19h00 GMT le compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui pourrait leur fournir de nouveaux indices sur la trajectoire des taux et son impact sur l'évolution de la conjoncture.

En Europe, les PMI du mois de février, publiés mardi, ont également témoigné d'une amélioration de l'activité, tandis que le climat des affaires dans l'industrie en France est ressorti mercredi en légère hausse en février. L'inflation en Allemagne, elle, a été confirmée à 9,2% sur un an en janvier, un niveau jugé toujours trop élevé par Destatis, l'institut fédéral de la statistique.

En Bourse, une très grande partie des indices sectoriels du Stoxx 600 sont dans le rouge, les ressources de base (-1,28%) accusant le plus

important repli dans la crainte d'une baisse de la demande en Chine avec la perspective d'une hausse soutenue des taux d'intérêt. Dans l'actualité des entreprises, Danone prend 1,79%, le groupe agroalimentaire ayant fait état mercredi d'un chiffre d'affaires au quatrième trimestre meilleur qu'attendu. Stellantis, qui a également dépassé les attentes au second semestre et annoncé un plan de rachat d'actions, avance de 2,23%. Korian, plus forte baisse du SBF 120, plonge de 12,05% après ses résultats annuels. Ailleurs en Europe, les prévisions de Fresenius Medical Care (+7,8%) et de Schindler (+5%) sont saluées, tandis que les perspectives ou résultats d'Iberdrola (-0,41%), Lloyds (-2,02%), Rio Tinto (-1,51%) ont déçu.

## CAC 40

## Du rouge dans le sillage de Wall Street

La Bourse de Paris est attendue en baisse mercredi à l'ouverture dans le sillage de la lourde clôture de la veille par Wall Street sur fond d'un vif regain de tension sur le marché obligataire.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison mars - cède 24 points à 7296,5 points, annonçant encore un début de séance en territoire négatif.

Le marché parisien avait achevé la séance de mardi sur un recul de 0,4%, à 7305 points, un score limité au regard du décrochage de la Bourse de New York, qui a subi hier son plus lourd revers de l'année 2023, tous les indices ayant accusé des baisses de plus de 2%. Il s'agit néanmoins du troisième repli d'affilée du CAC.

A l'image des autres places mondiales, l'indice parisien souffre de

la spectaculaire remontée des rendements obligataires, qui fait remonter en flèche le dollar.

Sur le marché des Treasuries, le rendement à dix ans a dépassé hier soir le seuil de 2,95%, établissant un nouveau plus haut niveau depuis le mois de novembre dernier.

Les marchés obligataires avaient déjà souffert la semaine dernière en raison d'un mouvement de révision à la hausse des anticipations sur les taux finaux de la Réserve fédérale américaine. Alors qu'à la fin du mois de janvier, le taux final prévu était estimé à 4,9% en juin, les marchés tablent désormais sur un taux final de plus de 5,3% de la Fed au mois de juillet.

Cette dynamique a eu pour conséquence une accentuation du rebond du dollar, qui a tenu bon

malgré la lourde chute des indices américains en regagnant du dollar face à l'euro, au yen et à la livre sterling.

Si elles affectent en premier lieu les États-Unis, ces tensions n'épargnent pas les rendements obligataires de la zone euro, qui emboîtent le pas de ceux des Treasuries. Ces craintes débouchent ainsi sur une reprise généralisée des tensions sur les taux, courts et longs, avec des OAT françaises à 10 ans qui bondissent vers 3% et des Bunds allemands qui se tendent à 2,52%.

Les inquiétudes sur l'évolution des taux devraient à nouveau dominer les échanges ce mercredi dans l'attente de la publication de quelques indicateurs économiques de premier plan.

Attendu dans le courant de la matinée, l'indice Ifo du climat des af-

aires devrait rebondir en février grâce à la rechute des prix du gaz, qui évoluent désormais à des plus bas de 17 mois.

Dans ce contexte, les investisseurs seront également attentifs à l'indice des prix à la consommation (IPC) en Allemagne, attendu en légère hausse en janvier par rapport au mois précédent.

Les 'minutes' de la dernière réunion de la Fed - qui seront publiées dans la soirée - présentent quant à elles moins d'intérêt que d'habitude car tous les chiffres parus depuis cette réunion ont été supérieurs aux attentes.

Toutes ces statistiques ont alimenté le doute quant à la rapidité de la désinflation, conduisant plusieurs membres de la Fed à plaider pour une poursuite de la politique monétaire restrictive de l'institution.

## BOURSE ZURICH

## Les indices ouvrent en repli dans le sillage de Wall Street

La Bourse suisse a entamé la séance de mercredi en baisse, dans le sillage d'une clôture en berne pour les principaux marchés américains mardi, première séance de la semaine après un jour férié au pays de l'Oncle Sam.

Sur le volet des nouvelles macroéconomiques, les investisseurs s'intéresseront au baromètre IFO du moral des entrepreneurs allemands en février avant de se consacrer dans la soirée aux minutes de la Fed.

"Nous savons que les responsables de la Fed vont se montrer préoccupés par un solide marché du travail et insisteront sur la résilience de l'économie pour continuer à relever les taux. Il y a de fortes chances que les minutes paraissent belliqueuses (hawkish) et pèsent encore sur le sentiment de marché. Néanmoins, il y a toujours une chance que le marché décide de

voir le verre plutôt à moitié plein qu'à moitié vide", remarque Ipek Ozkardeska, analyste chez Swissquote.

A 9h07, le SMI cédait 0,10% à 11'271,26 points, le SLI 0,27% à 1776,01 points et le SPI 0,26% à 14'467,02 points. Sur les trente valeurs vedettes, 22 étaient dans le rouge, sept dans le vert et une (Kühne+Nagel) stable.

Lanterne rouge provisoire, Logitech (-4,2%) chutait le plus lourdement, faisant les frais d'un abaissement de recommandation par UBS à "neutral", après "buy", alors que l'environnement de marché devient plus difficile. L'objectif de cours a également été amputé de quasiment 10 francs suisses à 57 francs suisses.

Straumann (-3,4%) et Temenos (-1,5%) complétaient le trio des plus grands perdants.

A l'opposé, Schindler (+4,1%) se his-

sait sur la première marche du podium. Le fabricant d'ascenseurs a publié des résultats annuels marqués notamment par les mesures sanitaires en Chine. Dégageant des revenus en légère hausse, le fabricant lucernois d'ascenseurs et escaliers mécaniques a vu son bénéfice net se contracter de plus d'un quart (-25,2%) à 659 millions de francs suisses. Un dividende inchangé de 4 francs suisses par bon au porteur est proposé.

Givaudan (-0,6%) a annoncé le rachat d'un portefeuille d'ingrédients cosmétiques à la société biotechnologique américaine Amyris. La finalisation de l'opération, sujette aux approbations réglementaires habituelles, est attendue avant fin juin.

Les poids lourds de la cote Roche (+0,5%), Nestlé et Novartis (+0,2% chacun) parvenaient à se maintenir dans le vert.

## POUR UTILISER LA PLEINE PUISSANCE DU VENT

# Un mur d'éoliennes de 320 mètres de haut sur l'océan !

*Afin d'améliorer l'efficacité des éoliennes en mer et réduire l'espace nécessaire, une société norvégienne a imaginé un énorme mur flottant avec plus d'une centaine de petites turbines. Une seule structure pourrait remplacer cinq grosses éoliennes classiques.*

Les éoliennes offshore, qui flottent dans la mer à plus de 10 kilomètres des côtes, n'ont rien de nouveau. Toutefois, une entreprise norvégienne propose un concept très différent. Plutôt que d'utiliser la forme traditionnelle avec un rotor unique placé en haut d'un mât, Wind Catching Systems a conçu une structure contenant plus d'une centaine de petites turbines. Baptisée Windcatcher (« attrape-vent »), la structure mesure 320 mètres de hauteur. Selon la firme, les éoliennes géantes limitent la production lorsqu'il y a beaucoup de vent en inclinant les pales. Les pales plus petites, soit 15 mètres au lieu de

115 mètres, lui permettent d'utiliser la pleine puissance du vent, et donc d'améliorer son efficacité. Pour une même surface balayée, Windcatcher produirait 2,5 fois plus d'électricité par an. Comme la surface balayée d'un Windcatcher est le double de celle d'une éolienne classique, il produit au total cinq fois plus d'électricité sur une année.

### Des investissements d'Enova et de General Motors

Un seul Windcatcher peut produire suffisamment d'électricité pour alimenter 80 000 foyers. Une fois en mer, les unités flottantes seraient reliées à une sous-station dans un « vaisseau-mère », qui assure-

rait la transmission de l'électricité produite vers la terre.

La firme vient d'annoncer un nouveau financement à hauteur de 9,3 millions de couronnes norvégiennes (850 000 euros) pour construire son premier Windcatcher grandeur nature en partenariat avec Enova. Cela fait suite à un précédent financement de 22 millions de couronnes norvégiennes (2 millions d'euros) d'Enova, ainsi que 10 millions de dollars de General Motors. Wind Catching Systems espère avoir terminé sa première installation commerciale d'ici 2027.

### CRÉÉES PAR LA NASA GRÂCE À UNE IA

## Des structures plus légères et solides

La Nasa exploite des Intelligences artificielles pour concevoir des pièces optimisées pour ses missions spatiales. Ces structures métalliques plus solides et légères ont un aspect pratiquement organique. Elles sont réalisées en impression additive.

Depuis leur arrivée dans l'industrie, les imprimantes 3D sont devenues de précieuses alliées pour concevoir des pièces d'alliages métalliques de diverses formes complexes. Avec elles, nul besoin d'assembler deux éléments en les soudant ou en les boulonnant. La pièce est de facto plus légère et plus solide. Deux atouts indispensables pour l'aéronautique et l'aérospatiale. Les pièces sont souvent d'aspect étrange et elles font penser immédiatement aux squelettes que la nature a mis une éternité à concevoir. Pour la Nasa, ces pièces métalliques légères et solides sont essentielles pour réduire les coûts de lancement d'un engin spatial. Pour les concevoir, l'agence américaine utilise désormais une puissante Intelligence artificielle. Elle parvient à simuler les différentes charges et les contraintes que la pièce doit supporter et leurs directions sur la structure.

À partir de là, elle va concevoir les différents supports de la pièce en ajoutant de la matière là où les contraintes sont impor-

tantes. Elle en retire à l'endroit où ce n'est pas nécessaire. Tout se fait en quelques heures et les pièces modélisées qui en ressortent n'auraient jamais pu être ainsi conçues par les humains. Le résultat ressemble donc au travail de la nature et avec son apparence organique. L'alliage métallique donne l'impression que l'objet provient d'un véhicule extraterrestre.

Voici une pièce prévue pour être placée à l'arrière du télescope Excite dont le lancement est prévu cette année. Cette structure permet de solidariser la plaque en fibre de carbone, supportant le miroir principal, à un récepteur infrarouge placé dans un boîtier en aluminium.

Un poids réduit des deux tiers et des pièces dix fois plus solides. Au bout du compte, selon les chercheurs de la Nasa, les structures conçues par ces IA sont bien plus performantes que les lourdes pièces moulées ou usinées. Au niveau des facteurs de stress de ces structures, ils seraient 10 fois inférieurs à ceux de pièces conçues par l'Homme. En plus d'un risque de fatigue et de rupture très réduit, la pièce pèse généralement jusqu'à 70 % de moins que celle qui serait conçue par les humains.

### POUR SAUVER DES VIES DANS LES INCENDIES

## Un robot va aider les pompiers

Des scientifiques de deux universités espagnoles ont créé et testé avec succès un prototype de petit robot à chenilles bardé de capteurs. Réalisé en collaboration avec les équipes d'incendie et de secours, ce robot à capacité autonome, est conçu pour aider les pompiers à avoir une vue précise d'une situation à l'intérieur d'un bâtiment avant d'intervenir.

Les drones sont devenus incontournables pour la plupart des services de secours et il n'y a pas que dans les airs qu'ils permettent d'observer une situation. Il existe également des robots de terrain. Mais ces robots, comme le Colossus utilisé par les pompiers de Marseille, sont en général des machines de taille imposante. Ils viennent éloigner le pompier du risque et rendre ses actions plus puissantes et durables. C'est justement dans l'optique de protéger les soldats du feu que des chercheurs de l'Universidad Rey Juan Carlos et de l'Universidad Autónoma de Madrid ont récemment créé un robot terrestre autonome. De petites dimensions, il est prévu

pour évoluer dans les environnements intérieurs difficiles avec ses chenilles. Le robot s'inscrit dans un projet plus global intitulé « HelpResponder ». Son objectif consiste à optimiser le temps de mission des équipes d'intervention, ainsi que de réduire le taux d'accidents pour les intervenants. Le robot est là pour dresser un tableau précis de la situation afin d'aller à l'essentiel et de ne pas se mettre en situation de danger inutilement.

Le prototype élaboré par les chercheurs n'éteint pas le feu, c'est plutôt un robot d'observation. Avec ses capteurs, il est capable de mesurer la température, l'humidité et la qualité de l'air dans un environnement intérieur, ainsi que sa position et ce qui se trouve autour de lui. Il peut ainsi localiser les foyers chauds et toxiques, puis les cartographier pratiquement en temps réel. Ces données sont transmises directement aux tablettes des pompiers via une application dédiée.

C'est pour mieux préparer l'intervention des pompiers que ce robot bardé de capteurs a été conçu. Il peut dres-

ser un tableau précis et complet de la situation à l'intérieur d'un bâtiment.

Vers une interconnexion des drones et des robots pompiers

Le robot dispose de trois modes de fonctionnement pour faire face à différents scénarios. Il peut être piloté à distance manuellement par un opérateur. Mais ce robot peut tout aussi bien se déplacer de manière autonome pour parcourir l'ensemble des pièces d'un logement pour fournir une vue complète de la situation et de l'environnement. Enfin, un dernier mode se concentre sur les possibilités d'évacuation. Avec lui, après analyse de l'environnement, les données du robot sont analysées pour déterminer le chemin le plus court et le plus sûr pour évacuer une victime, par exemple. L'atout du prototype du laboratoire espagnol est qu'il bénéficie d'une conception modulaire. En plus de sa configuration de base, il est possible d'y ajouter d'autres capteurs, comme des caméras thermiques. Par ailleurs, ses composants restent abordables, et pourtant robustes, avec une grande autonomie.

### POUR BIENTÔT

## Le casque de réalité mixte d'Apple

Réalité virtuelle et réalité augmentée : quelles différences ? Ces termes sont apparus il y a quelques années maintenant, mais quelles différences existent

Sans grande surprise, Apple a encore décalé le lancement de son futur casque de réalité virtuelle et augmentée, déjà repoussé à de multiples reprises depuis sa date de lancement initiale prévue en 2019. La firme n'avait pas officiellement communiqué de date, mais plusieurs sources tablaient sur un lancement ce printemps. Selon Bloomberg, Apple aurait finalement décidé de décaler la présentation du casque de deux mois.

Cela signifie donc que l'annonce devrait se faire à l'Apple Worldwide Developers Conference (WWDC) en juin. Un choix qui permettra au constructeur de régler les derniers problèmes techniques et surtout de présenter directement aux développeurs. Apple aura besoin de les séduire afin de pouvoir proposer suffisamment de contenus au grand public lorsque son casque sera disponible à l'achat.

### Un casque haut de gamme, très cher...

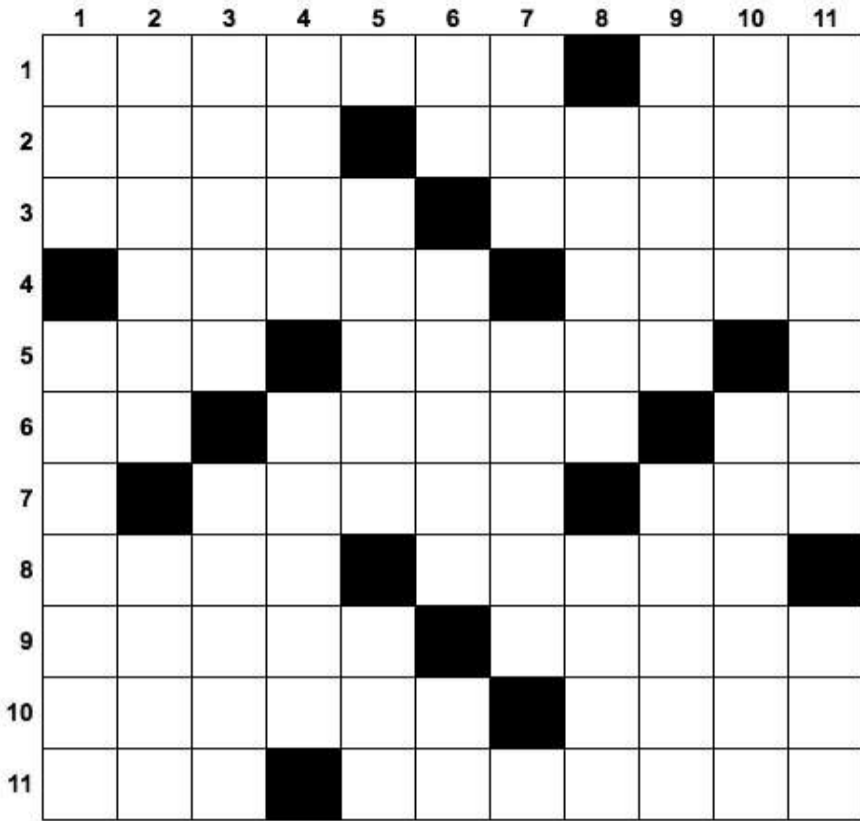
Pour rappel, il s'agit d'un casque de réalité mixte haut de gamme, intégrant à la fois la réalité augmentée et la réalité virtuelle. L'appareil sera sans doute appelé Reality Pro, avec un nouveau système d'exploitation xrOS. On y retrouvera un magasin d'applications avec des versions 3D des applications de base comme Messages, Mail, Safari et Apple TV. Le casque intégrera deux affichages micro Oled 4K avec un champ de vision de 120 degrés ainsi que de nombreuses caméras pour le suivi des yeux, des expressions du visage, ainsi que du corps (mains et jambes).

Concernant le prix, les spécialistes des produits Apple donnent des estimations entre 2 000 et 3 000 dollars, mais de plus en plus penchent pour le haut de la fourchette. On se serait donc à quasiment deux fois le prix du Meta Quest Pro. Seules les Microsoft HoloLens 2 sont plus chères, affichées à 3 500 dollars. Apple travaillerait également sur un autre casque, moins cher, mais qui ne sortira pas avant au moins 2024.

Le casque de réalité mixte d'Apple devrait enfin bientôt pointer le bout de son nez. Le très attendu casque de réalité augmentée et virtuelle d'Apple serait enfin en approche. Selon certaines sources, la firme pourrait dévoiler l'appareil au printemps, pour un lancement plus tard cette année.

Après de longues années de développement, il semble qu'Apple se prépare enfin à dévoiler son premier casque de réalité mixte. L'appareil, qui permettra à la marque de tacler Meta sur le terrain du métavers, pourrait s'appeler « Reality Pro ». L'annonce officielle devrait tomber au printemps, avant l'Apple Worldwide Developers Conference (WWDC) en juin, selon Mark Gurman de Bloomberg. La date a été repoussée à plusieurs reprises, Apple ayant initialement espéré lancer le casque en 2019.

L'appareil devrait proposer aussi bien la réalité augmentée et virtuelle, avec deux affichages micro Oled 4K qui offrent un champ de vision de 120 degrés. Il embarquerait le processeur M2 d'Apple afin de pouvoir fonctionner de manière autonome, à la manière des Quest 2 et Quest Pro de Meta. Le casque intégrera plus d'une douzaine de caméras et capteurs situés à l'intérieur et l'extérieur de l'appareil. Il pourra ainsi suivre le mouvement des yeux, permettant notamment le rendu fovéal, améliorant la qualité de l'image au centre du regard et limitant la qualité autour afin d'économiser des ressources.

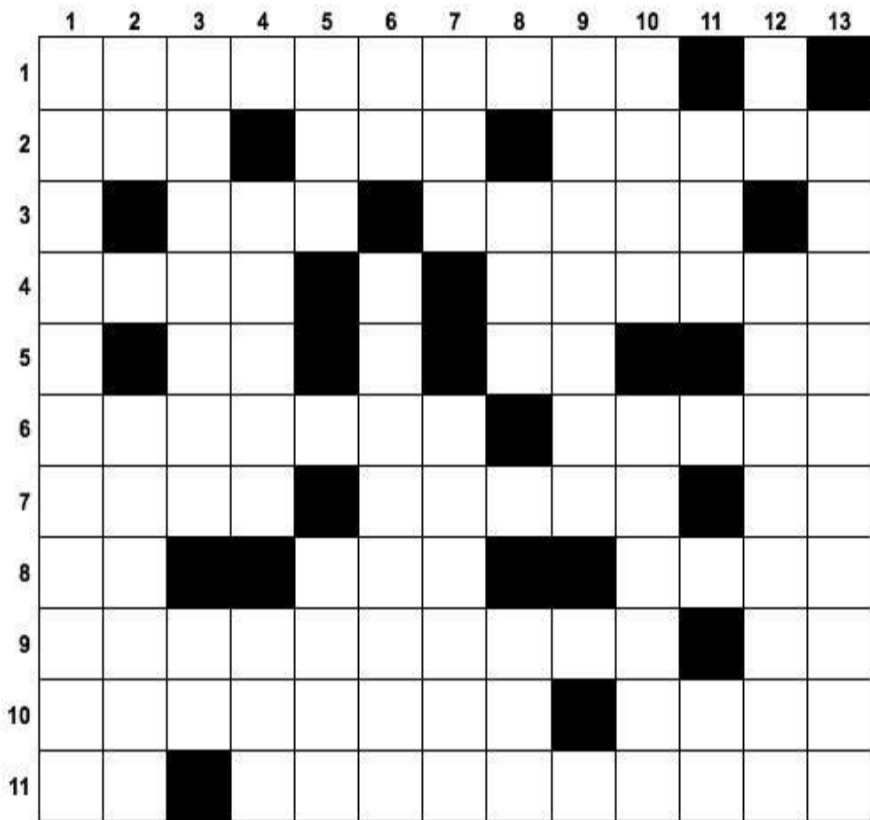


**Horizontalement**

1 Mener droit à la jambe de bois!- Rempli de noeuds ou de malices.2 Tous les arrêts réunis !- Alcoolisera son chagrin.3 Appellation d'origine contrôlée.- Se servir du 9v-2.  
4 Hurlé parfois.- Met à mal la virgule.5 Une offre qui impose l'échange.- Annoncent une dissolution, voire une destruction!6 Le D de Guido.- Ils ont des corps de cochon.- Par la bouche, brièvement!7 Cour de la Casbah.- Niveau de jauge du sannyasin!8 Le fils d'Anatole.- Élément du quartier des mineurs.9 Assurer un bon rapprochement.- Me prends pour Cézanne.10 Signal de départ.- Fait le tour de la chambre.11 Flotte au-dessus de la crème.- Réduire le candi.

**Verticalement**

1 Trois cardinaux pour un Dieu.- Fort clair en effet!2 En pince pour des vaisseaux.-  
A doublé un acteur.3 Impressionnante pour Perdita.- Indispensable à l'autostoppeur.  
4 A carrément mit de côté!- Représentatif d'un grand nombre!5 Juge, éclaire, ou ne brille pas.- Un subjonctif marrant.6 N'est pas supérieure aux instituteurs.- Séquence de film.- Pattes de coing.7 Manche avec un mort.- Primeur de canard.8 Airs marins.- Son abîme est plombé!9 Palindrome de genres.- Allonge au bout.10 Palmier à la noix.- Comme la feuille du précédent.11 Danseur canadien.- Ce n'est pas forcément acide.

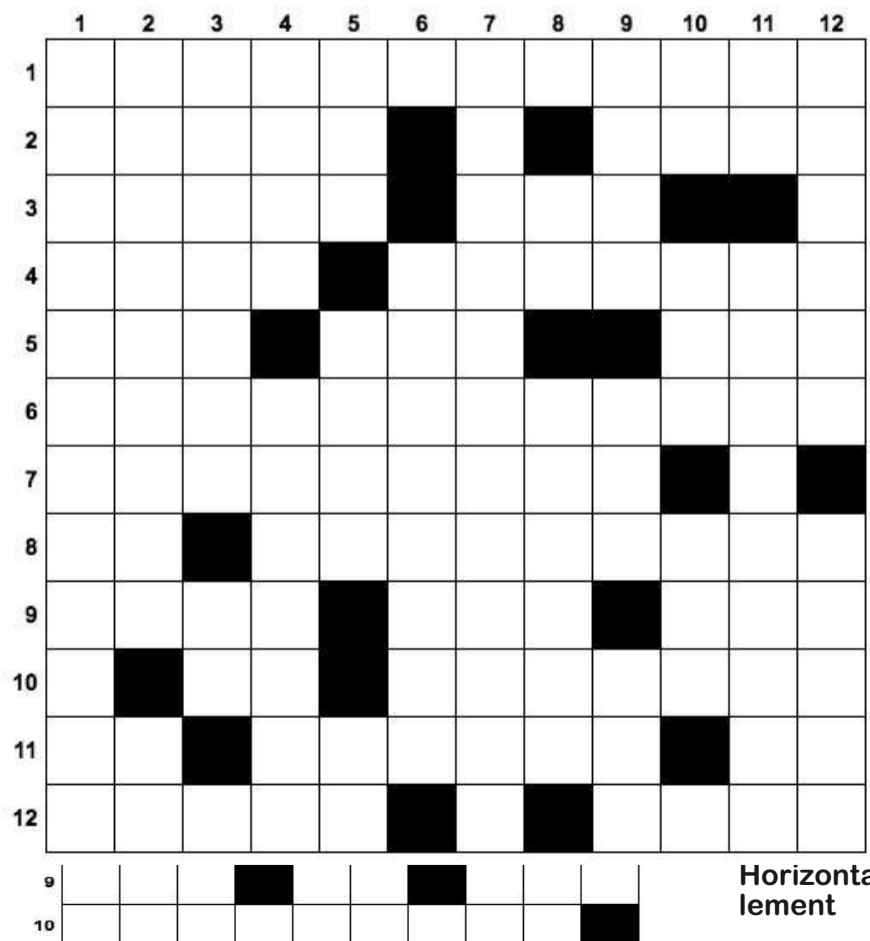


**Horizontalement**

1 [Le cuir est son domaine].2 En avant !- Piécette.- Entoure la grande ville.  
3 Fut apte.- Qui s'y frotte s'y pique.4 Vallées inondées.- Peau de l'arbre.  
5 Roulement de tambour.- Adverbe de lieu.- Petit cours.6 Utilisateurs.- Vagabonder.  
7 Cime.- Prénom de Manaudou.- 3ème note.8 Dans le coup.- Larcin.- Existences.  
9 [Décorateur de vitrines].- Hors de portée.10 S'amusera.- Finauderie.11 Pronom réfléchi.- [Ils ne font plus un tabac].

**Verticalement**

1 [Ils nous sortent leurs tripes].2 Alternative.- Humée.  
3 Retapât.- Argent du labo.4 Emploi.- Shoot aérien.5 Ancienne armée.- Coûté.  
6 Drame japonais.- [Sa règle d'or est d'être réglé].7 Dêvêtu.- Maculera.  
8 Hareng en caque.- Arbre d'Inde.9 [Petit commerçant alimentaire].  
10 Ville du Nevada.- Dos.11 Transport parisien.- Do.  
12 Expression de joie.- Laitéuse.  
13 [Ils nous font part de leurs pensées].



**Horizontalement**

1 Amoureuse d'un Abbé.2 Se laisse abrasé au risque de passer pour une bille.- La belle Emilienne.3 Il n'a qu'à s'écraser pour éviter les liaisons dangereuses.- Sans voix.4 Faisait preuve de verve quand il avait le barreau.- A la limite, il peut nous tenir à l'oeil, pas plus!5 Anti-occident.- Pour mettre du choeur à l'ouvrage.- Son roman chante la Normandie.6 Croisière à quai pour le bonheur des dames.7 Faisons la barbe.8 Patron pour un jour.- Pas urbaines mais pas forcément rurales.9 Saint de la joie.- Lumières de la ville.- Donc voulut?10 Après guerre, avant paix.- Puante, pourtant personne ne peut la sentir.11 Divinité rayonnante.- Aspirateur à eau.- Article d'importation.12 Il met le fa tout près du sol.- Inspirateur du peuple.

**Verticalement**

1 Viennoise qui est devenue une célèbre femme d'affaire.2 Bien faisante.- Se hâte lentement.3 Savoir d'où elle vient, c'est pour elle une question de bon sens.- Presqu'île.4 Enlevées.- Guère ceintes.5 Un peu trop basse.- Bleue à Broadway ?- Cet article est made in France.6 Pas forcément courageux.7 Tour du savoir.8 Agrément du Sud.- Signifiant insignifiant.9 Chasseur d'espions.- Ne tirez pas sur lui.- Si ce n'est lui, c'est donc sa soeur.10 Premier cours de France.- Sommet corse.- Objet olfactif du tout petit.11 Pour Porthos et pour tous.- Ont foison de toison.12 Finit généralement avec des ardoises!- Sans bouger, elle fait pourtant de sacrées bornes !

Horizontalement



## NOUVELLE PEUGEOT 208

## 225 chevaux pour la variante GTi ?

*Contrairement aux rumeurs, la Peugeot 208 GTi sera bel et bien produite et devrait embarquer un PureTech de 225 chevaux. Si rien n'a encore été confirmée, elle devrait voir le jour à la fin de l'année prochaine.*

**C'**est une nouvelle qui devrait faire plaisir aux amateurs de petites sportives : la Peugeot 208 devrait bel et bien être déclinée dans une version GTi, malgré les nombreuses rumeurs évoquant sa disparition, au même titre que la version RS de la Renault Clio. Pourtant, selon le site Féline, cette version dynamique sera reconduite sur cette nouvelle génération, tout juste dévoilée au salon de Genève, qui ouvre ses portes au public dès aujourd'hui, et ce jusqu'au 17 mars prochain.

Cette information, qui n'a pour l'heure pas été confirmée ni infirmée par la marque au lion est en réalité tirée d'un site créé par PSA dédié aux professionnels de l'automobile, leur permettant d'accéder au catalogue de pièces du groupe. Si le listing des motorisations de la nouvelle Peugeot 208 indique des versions déjà connues, dont le 1,5 litre HDI 100 chevaux et les 1,2 litre essence, nous découvrons également un mys-

térieux moteur répondant au nom « EP6 FADTX ». Une appellation bien mystérieuse qui désigne en réalité le 1,6 litre PureTech de 225 chevaux, notamment présent sous le capot de la nouvelle 508. Évidemment les performances restent pour l'instant inconnues, mais elles devraient être en nette hausse par rapport à la précédente version, qui culminait à 208 chevaux et abattait le 0 à 100 km/h en 6,5 secondes.

#### Des améliorations techniques au programme ?

S'il faudra encore faire preuve d'un peu de patience avant d'en savoir plus sur cette version survitaminée, on suppose déjà que des améliorations seront apportées à la citadine, afin d'obtenir un comportement plus dynamique. De nouveaux réglages de châssis et de suspensions pourraient être effectués, tandis que nous pourrions retrouver une boîte automatique EAT8, même si là encore, tout n'est que spéculation. Pour rappel, la précédente génération de la Peugeot

208 GTi était uniquement proposée avec une transmission manuelle, face à une Renault Clio RS pouvant être choisie avec la boîte EDC à double embrayage. L'arrivée d'une transmission automatique devrait donc permettre à la citadine de rivaliser avec le losange, qui n'a de son côté toujours rien dit quant à une éventuelle version gavée aux hormones de sa cinquième génération.

D'abord présentée au public au salon de Genève, la nouvelle Peugeot 208 prendra par la suite la route des concessions d'ici cet automne, tandis que les tarifs seront quant à eux communiqués au mois de juin. De son côté, la déclinaison GTi devrait être lancée à la fin de l'année prochaine, bien que sa présentation n'ait pas encore été annoncée, ni même confirmée par le constructeur. Quant à une éventuelle version haute performance hybride ou électrique, là encore, le mystère plane mais cela semble de moins en moins probable, tout du moins dans l'immédiat.

## PEUGEOT 2008 RESTYLÉE (2023)

## Un prototype camouflé surpris par nos paparazzi

**L'**une des stars de cette année 2023 vient d'être surprise par nos chasseurs de scoops. Découvrez les premières images du Peugeot 2008 restylé. Les mois sont comptés avant le renouvellement partiel du SUV urbain de Peugeot. À défaut de tout nouveau modèle, le 2008 va légèrement revoir sa copie pour assurer sa seconde partie de carrière qui devrait le maintenir au catalogue jusqu'en 2027. Ce restylage interviendra à point pour contrer le Renault Captur, son pire ennemi, lui aussi amené à évoluer sur le plan du style, d'ici à la fin de l'année.

#### Un Lion plus affûté

Au chapitre du design, les modifications se focaliseront aux extrémités, comme en témoignent les prototypes camouflés croisés par nos photographes. La proue se modernisera par l'introduction d'une calandre plus large, flanquée du nouveau blason maison. On attend aussi des optiques inédites qui surmonteront chacune trois griffes lumineuses au sein d'une bouclier intégralement redessiné. À l'arrière, l'essentiel de cette refonte sera incarnée par des signatures lumineuses de nouvelle génération dans le prolongement du bandeau fumée qui recevra lui aussi le dernier logo du Lion. Ce der-

nier sera également visible sur le moyeu du volant, tandis que la planche de bord fera surtout évoluer son bagage multimédia par l'arrivée d'un écran tactile majoré en diagonale.

#### Plus puissant et vertueux

Mais le nouveau Peugeot 2008 fera surtout valoir des motorisations davantage électrifiées, à l'image du bloc essence PureTech 130 qui cédera bientôt sa place à un homologue microhybridé à 48V qui lui fera gagner 6 petits chevaux, et surtout épargner quelques décilitres de carburant, particulièrement en ville. Un terrain de jeu qu'affectionnera de la même manière le nouvel élec-

tromoteur de 156 ch, en lieu et place de l'actuel, moins puissant d'une vingtaine de chevaux. Il sera mu par une toute nouvelle batterie qui promet enfin de dépasser les 400 km d'autonomie.

#### Prix Peugeot 2008 restylé

La révélation de ce Peugeot 2008 restylé est prévue à l'automne prochain, avant une commercialisation qui interviendra probablement en toute fin d'année à un tarif de base qui devrait allègrement dépasser les 27 000 €, eu égard à la forte tendance inflationniste du Lion, ces dernières années.

## VINFAST

## Le constructeur vietnamien en pleine galère !

**E**n pleine offensive commerciale, le constructeur vietnamien VinFast fait face à une accumulation de complications dans le lancement de ses premiers véhicules électriques à l'international. VinFast : voici le nom d'un jeune constructeur qui essaye de se lancer dans l'aventure de la voiture électrique. C'est ainsi que la marque vietnamienne était présente au dernier Mondial de Paris.

Son objectif est clair : conquérir le marché de l'électrique. Malheureusement, son lancement à l'international tourne à la catastrophe.

Se lancer dans l'aventure de la voiture électrique est loin d'être une partie de plaisir. En effet, en tant que nouveau constructeur, VinFast doit faire face à des contraintes assez élevées.

C'est ainsi que les premiers clients européens et américains devaient recevoir une VF 8 ou une V9 avant la fin de l'année 2022. Problème : la commande n'est toujours pas arrivée.

De plus, alors que des VF 8 doivent être livrées à des clients américains, ils se trouvent que ce modèle fait l'objet d'une campagne de rappel. Les complications s'accumulent pour VinFast qui misait beaucoup sur ce lancement à l'international.

Malheureusement, les reports successifs des livraisons des différentes voitures de VinFast menacent désormais directement ses salariés. En effet, des suppressions d'emploi pourraient arriver pour ceux travaillant aux États-Unis. Sur les 150 personnes travaillant pour VinFast, 80 sont désormais sur la sellette. Du côté de Hanoï, ce sont jusqu'à 30 % des travailleurs qui risquent de perdre leur emploi. Une information entretenu démentie par le constructeur vietna-

mien.

Cette vague de licenciements arrive en même temps que le retard sur les premières livraisons de véhicules aux États-Unis. Selon l'agence de presse Reuters, les voitures sont encore bloquées dans un port de la côte ouest.

De son côté, la société travaille sur des mises à jour logicielles. La situation devrait cependant être débloquée dans le courant du mois de février.

## FUTURES CITADINES

## Tous les modèles attendus jusqu'en 2026

Un florilège de puces des villes déferlera sur le marché automobile, d'ici trois ans. Auto-Moto passe en revue le calendrier secret des constructeurs.

Quel avenir se profile pour nos citadines alors que la majorité des constructeurs automobiles abandonnent les créneaux les plus restreints en gabarit. En effet, il est de moins en moins rentable pour cette industrie d'amortir des modèles dits bon marché au moment où les normes environnementales et sécuritaires s'intensifient au point de faire grimper la facture de manière exponentielle pour le consommateur final. Adieu Citroën C1, Peugeot 108 ou encore Renault Twingo. Rares seront les modèles évoluant sous les 4 mètres de long, à l'avenir.

## D'ICI 2025

## Ford veut supprimer 3 800 emplois en Europe

En pleine réorganisation, Ford a annoncé qu'il comptait réduire ses effectifs en Europe avec la suppression de 3 800 emplois, principalement des postes de R&D en Allemagne et au Royaume-Uni.

Ford est actuellement en pleine restructuration, et s'apprête à bouleverser son organisation en Europe. Fermeture d'usine, suppression de certains modèles (Fiesta, Mondeo, Focus...) ou encore transformation de la gamme avec de nouveaux SUV électriques sur une plateforme MEB grâce à un partenariat avec Volkswagen... Pour ce faire, le constructeur à l'Ovale bleu annonce qu'il doit couper dans ses effectifs, avec la suppression de 3 800 emplois en Europe d'ici 2025. Les emplois supprimés le seront principalement en Allemagne (2 300 postes) et au Royaume-Uni (1 300 postes), les autres pays concernés pour les 200 autres suppressions de poste n'étant pas annoncés aujourd'hui. Ce sont surtout les emplois dans la branche recherche et développement (R&D) et les fonctions support (administration, marketing, ventes et distribution) qui sont menacés, notamment sur le site Ford de Cologne et sur celui d'Aix-la-Chapelle, en Allemagne. Outre-Rhin, le constructeur supprimera 1 700 postes dans la R&D et 600 postes dans des fonctions support. Au Royaume-Uni, il prévoit 1 000 suppressions de postes dans la R&D et 300 dans les fonctions support. Ces départs s'effectueront sur trois ans et sur la base du volontariat. Selon Ford, 3 400 ingénieurs continueront de travailler sur les produits de la marque en Europe. De gros investissements ont été réalisés en Espagne ou sur le site de Cologne (Allemagne) où seront produits de futurs modèles électriques dont le SUV sur base de Volkswagen. En revanche, l'avenir de certaines usines est très menacé, comme celle de Saarlouis (Allemagne) où est aujourd'hui produite la Focus, qui s'arrêtera en 2025. Le site de production serait aujourd'hui à vendre.

## Le président du CNESE en visite à Niamey jeudi et vendredi

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, effectuera jeudi et vendredi une visite à la capitale nigérienne Niamey, pour prendre part à la cérémonie d'investiture et à l'installation du président du Conseil économique, social et culturel nigérien (CESOC), Malam Ligari Mairou, indique un communiqué de cette institution.

Le professeur Bouchenak Khelladi et son homologue nigérien examineront, lors de cette visite, les moyens de renforcement des relations bilatérales entre les deux Conseils, selon le communiqué.

Ils procéderont également à la signature d'un nouveau protocole d'accord "adapté aux besoins actuels des deux institutions et aux défis urgents auxquels font face les deux pays notamment en matière de développement socioéconomique et environnemental", ajoute la même source.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Jeudi 23 Février 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

La Chronique  
d'Anouar  
El Andaloussi

## La concurrence saine et loyale, facteur de compétitivité et d'innovation

**L**a concurrence, moteur de toute économie compétitive, connaît une situation paradoxale en Algérie. Alors que le cadre législatif est quasiment achevé, les dispositifs de régulation ne sont pas mis en place pour la plupart d'entre eux. C'est ainsi que le Conseil de la concurrence, institué par la première ordonnance de 1995, qui est l'organe clé de l'édifice de régulation des marchés réels en rendant les arrêts, n'a été mis en place qu'en 2013, après plusieurs amendement de la législation sur la concurrence (2003, 2008 et 2010). Il a été finalement installé en 2013 et a commencé ses activités réellement en 2014. Comme, en la matière, c'est la jurisprudence qui est essentielle ; l'économie algérienne ne peut pas s'appuyer sur un droit de la concurrence suffisamment riche. On dispose de quelques décisions du conseil relatives aux affaires traitées entre 2014 et 2019. Ainsi l'abus de position dominante sur un marché a été le thème le plus fréquent dans les saisines du conseil (60% des affaires traitées) et elles mettent en cause aussi bien des entreprises publiques que privées, soit entre elles, soit avec les administrations publiques. La pratique déclinatoire supposée dans les marchés publics et la contrefaçon sont aussi des affaires qui ont été traitées par le conseil de la concurrence. Les affaires traitées par le conseil de la concurrence au cours des dernières années révèlent aussi de nombreuses pratiques prohibitives (comportements anti-concurrentiels); elles sont le fait des entreprises publiques ou privées.

La pratique du droit de la concurrence est encore récente dans notre pays et des pratiques non conformes aux règles sont constatées ici et là, soit par l'administration, soit par les entreprises publiques ou privées, lorsqu'elles ont un pouvoir de négociation ou une puissance de Lobbying.

De manière générale, la législation algérienne sur la concurrence est proche des standards internationaux.

Mais cette législation et cette réglementation ne sont qu'un premier élément. Il faut en outre qu'elles soient appliquées de façon cohérente et rationnelle. L'instrument central de toute politique de promotion de la concurrence est l'organe national de la Concurrence (ici Conseil National de la Concurrence) et le statut qui lui est attribué dont l'indépendance par rapport aux admi-

nistrations est le facteur clé. Dans beaucoup de pays, cette indépendance est consacrée par l'existence d'un mandat irrévocable et non renouvelable.

En période de transition vers l'économie de marché, qui est un processus inachevé, non pensé et programmé et, dans certains cas, mal conduit, les situations d'optimum sont difficiles à atteindre et les possibilités de déviation des acteurs économiques sont nombreuses en raison de la nature sui generis de la période (coexistence de deux modes de régulation : un marché en gestation et des survivances des dispositifs administratifs d'allocation de ressources). Durant cette période, l'absence de concurrence est néfaste aussi bien pour les opérateurs économiques que pour les consommateurs.

Cette situation est fortement attractive pour ceux qui sont intéressés par des démarches spéculatives, et constitue en même temps un élément de répulsion pour beaucoup d'industriels aussi bien au moment de la phase d'investissement qu'au moment de l'exploitation.

**LA NÉCESSITÉ POUR L'ÉTAT DE S'ASSURER EN PERMANENCE DE L'EXISTENCE D'UNE CONCURRENCE EFFECTIVE SUR LES DIFFÉRENTS MARCHÉS EST UNE EXIGENCE DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE FONDAMENTALE, ELLE EST AUSSI UNE EXIGENCE POUR LE PROCESSUS DES RÉFORMES**

L'État régulateur dispose de toutes les prérogatives de puissance publique pour organiser les marchés, surveiller et promouvoir la concurrence et protéger le consommateur.

L'organisation des marchés est la condition principale de la promotion de la concurrence. L'organisation des marchés suppose remplies un certain nombre de conditions :

- Définition des responsabilités des acteurs, vis-à-vis des produits et des clients;
- Existence de métiers d'intermédiation bien définis et organisés en ordres professionnels ;
- Moralisation et éthique dans les pratiques commerciales.

**MALGRÉ CES DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS, L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE N'ÉVOLUE PAS DANS UN ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL**

Et cela, même si en apparence certains segments des marchés de biens et services paraissent caractérisés par la compétition entre les entreprises.

Il ressort des analyses et des évaluations tant internes qu'externes (Banque mondiale, PNUD, FMI...) que le système économique algérien est caractérisé par un fonctionnement peu concurrentiel et une économie informelle en forte croissance. Les raisons de cette situation sont multiples : la structure industrielle est bipolaire, d'un côté des entreprises publiques et privées généralement de taille moyenne ou grande respectant les réglementations et les législations mais avec une gouvernance assez faible et de l'autre un secteur privé, composé de PME et de très petites entreprises individuelles ou familiales dont une part de l'activité est versée dans l'informel. Dans un tel contexte, la concurrence ne joue pas de façon saine et transparente et si elle se manifeste ici et là dans des segments étroits du marché, elle est souvent déloyale ; ce qui n'aiguise pas la compétitivité et l'innovation. L'économie informelle, avec ses différentes facettes, est le principal facteur qui fausse le libre jeu concurrentiel par un certain nombre d'infractions :

- Sous facturation ou absence de facturation;
- Contrefaçon ;
- Corruption ;
- Évasion et fraude fiscales.

En théorie, il est démontré qu'une économie peu concurrentielle est moins efficiente qu'une économie administrée du point de vue de l'innovation et de l'allocation des ressources. Le consommateur et l'économie dans son ensemble sont les bénéficiaires d'une économie compétitive et concurrentielle.

Actuellement, un avant-projet de loi sur la concurrence est en débat dans les administrations pour être présenté au parlement avant l'été. Le degré d'autonomie du conseil de la Concurrence par rapport aux autres institutions sera l'indicateur principal de la volonté des pouvoirs publics de faire de la concurrence un facteur de compétitivité de l'économie nationale.